

Éditorial

Un article de cette revue est consacré à Félix MOUMIÉ, un de ces remarquables Africains qui font honneur à leur continent et qui, comme d'autres nationalistes avant et après lui, fut hélas victime de son combat pour la liberté et l'épanouissement de son pays.

Un tel personnage, relativement peu connu des jeunes générations (il a été assassiné à Genève en 1960), devra tôt ou tard figurer au Panthéon des héros africains, afin de servir d'exemple à suivre pour la jeunesse en recherche de repères.

Dans la même lignée, on fera bien entendu figurer des politiques comme Nelson MANDELA, Thomas SANKARA, Léopold S. SENGHOR, Wangari MATHAI, des écrivains et des artistes comme Joseph KI ZERBO, Ousmane SEMBENE, mais aussi de simples citoyens comme ce MUTOMBO DIKEMBE, basketteur professionnel en NBA et qui a financé notamment le Centre hospitalier de recherche BIAMBA Marie Hospital à Kinshasa avec l'argent qu'il a gagné aux États-Unis.

Bref, il ne manque pas en Afrique de personnalités remarquables dans beaucoup de domaines, sauf peut-être dans un seul car j'ai beau regarder un peu partout, je ne vois pas ce qu'on a appelé en Europe de grands "capitaines d'industrie", de la trempe de nos BOËL, SOLVAY, COCKERILL pour ne parler que des Belges, des gens capables de monter des compagnies qui font durablement la richesse d'un pays.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas en Afrique des industriels capables de faire aboutir des projets majeurs ? Certainement pas mais le malheur c'est que d'une part, les petits entrepreneurs qui pourraient "décoller" n'ont pas les finances nécessaires et que d'autre part, ceux qui ont l'argent ne semblent nullement désireux de le risquer dans les affaires. Il existe bien entendu d'importants chefs d'entreprises africains mais en général, ils ont bénéficié tout simplement de l'argent d'un frère ou d'un cousin chef d'état ou ministre ou de quelque autre personnalité. Ils n'ont donc qu'un mérite relatif d'être "arrivés" et probablement n'iront jamais plus loin.

En fait, on doit malheureusement constater une inadéquation entre l'avoir et le savoir : ceux qui ont ne savent pas et ceux qui savent n'ont pas. Comment donc arriver à faire collaborer maintenant l'avoir et le savoir en Afrique ? Je n'ai malheureusement pas de réponse toute faite mais je pense que le problème vaut qu'on y réfléchisse sérieusement si l'on veut favoriser l'esprit d'entreprise et par là même développer le continent africain.

E. van SEVENANT

P.S. : Dans un tout autre domaine, je signale à nos lecteurs que de nombreux numéros anciens de "L'Africain" sont disponibles dans nos archives et peuvent être mis à la disposition des amateurs : universités, bibliothèques ou autres intéressés. Il suffit de prendre contact avec nous à ce sujet.

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

Les mutualités de santé visent la réalité d'un accès généralisé et solidaire au Sud Kivu en RD Congo¹

Dans une RD Congo qui aspire au changement et à un processus électoral qui, jusqu'à présent, a évité tous les écueils importants, les mutualités de santé font leur chemin et rencontrent l'attente des populations les plus vulnérables.

Le Sud Kivu est une terre de guerres et d'incertitudes, mais aussi terre d'une solidarité intacte ...

Ravagée par les tensions et la guerre, la région puise son énergie dans le dynamisme et la résistance d'une population pourtant meurtrie et assure le présent dans les solidarités nécessaires qui garantissent l'espoir. La sécurité alimentaire et l'accès à la santé sont évidemment une priorité et une nécessité pour le million d'habitants du Sud Kivu et de l'île d'Idjwi et la survie des gens passe dès lors par leur capacité de se solidariser.

Les mutualités de santé en sont une expression tangible qui puise sa force de cette équation simple : la vie et la réponse aux besoins fondamentaux dans une région actuellement sans État, avec des services publics totalement désarticulés, sont malgré tout possibles si des solidarités, même minimes, s'y expriment.

Ainsi, le mouvement mutuelliste local et le bureau des œuvres médicales mandatés par le pouvoir local défaillant ont entrepris de mettre à la disposition de la population une

offre de soins hospitaliers et de générer une solidarité partagée entre les plus pauvres.

Même en guerre, même victime de tensions fortes, la population peut construire ses solidarités

Les huit mutualités actuellement implantées sont des mutualités de pauvres. Gérées par leurs assemblées générales et leurs comités de gestion, elles ont développé plus de 35 noyaux de solidarités mutualistes qui animent et organisent l'activité mutualiste dans les zones de santé placées sous la responsabilité de notre partenaire.

Actuellement plus de 21.000 membres sont fidélisés au sein du mouvement mutualiste. L'adhésion est réalisée par l'apport d'une cotisation familiale de deux dollars par personne par an. Ces cotisations, lourdes pour les familles pauvres, permettent néanmoins la prise en charge de 80% des frais hospitaliers.

La mutualité devra s'ouvrir aux autres acteurs de la région

Dans la région des Grands Lacs, la RD Congo s'est engagée dans des élections qui peuvent faire émerger une classe politique responsable et peut dessiner les contours d'un mieux être pour les populations.

La société civile et ses acteurs sociaux, économiques, qui ont prouvé aux pires moments et notamment au Kivu, leur détermination et leur

¹ Ce texte reprend l'exposé donné le 6 avril 2007 à l'ULB au cours d'un séminaire organisé par le CNCD-11.11.11. sur le thème : "La reconstruction économique et sociale en RD Congo".

efficience, pourront compter demain avec des pouvoirs publics en réhabilitation.

C'est dans cette voie que s'engage notre partenaire mutualiste. En multipliant les rencontres et engagements avec les autres participants sociaux et économiques, il prend une place légitime, comme acteur reconnu, dans la construction de la société congolaise.

Un partenariat de Province à Province

La Province du Hainaut a signé avec son homologue du Sud Kivu une charte de partenariat qui devra permettre d'assurer le suivi d'un programme à long terme devant être soutenu par la Coopération belge au Développement. Il s'agira d'initier et de généraliser un système d'assurance santé et d'y sensibiliser les citoyens. Pour y parvenir, la nécessaire présence de pouvoirs publics provinciaux en réhabilitation devra être effective. Des

outils de renforcement des capacités des acteurs de santé de la Province en seront dès lors le vecteur essentiel.

Avec l'appui de la Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie, de la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) et de la Région wallonne, il sera un outil privilégié de la réalisation d'une assurance maladie solidaire et étendue à tous.

Si la poussière rouge des pistes ne retiendra pas les empreintes des pas des acteurs et partenaires mutualistes, les cœurs eux se souviendront des hommes et les femmes de là-bas, pauvres parmi les pauvres qui solidarisent quelques cotisations. Ce sont eux qui ont organisé le renouveau social aux pires moments de la vie d'une région qui subit aujourd'hui encore trop de violences. Ce sont eux encore qui, dans un Congo réhabilité, portent les espoirs d'un développement solidaire.

Jacques VARRASSE
Responsable de la Coopération internationale MCHP



VENTE DE "L'AFRICAIN" AU NUMÉRO

L'Africain est en vente dans les librairies suivantes :

A Bruxelles :

Librairie U.O.P.C

Avenue Gustave Demey 14-16 1160 BRUXELLES ;

A Louvain-la-Neuve :

Librairie Agora

Agora 11 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

L'altermondialisme et les Forums sociaux

Introduction au Forum social congolais

NDLR : dans le numéro 217 de décembre 2004-janvier 2005 (page 17), "L'Africain" a publié un texte intitulé "Bientôt un forum social congolais". Du 24 au 28 juin, le Forum Social Congolais s'est effectivement tenu à Kinshasa. Parmi les participants, le Chanoine François HOUTART, militant altermondialiste de renommée internationale et l'un des artisans les plus actifs du Forum Social de Porto Alegre. Ci-après le texte de son introduction au forum social congolais.

Introduction

Le Forum social congolais est un événement important qui se situe au sein d'un grand courant international. Il l'est d'abord pour le Congo, mais aussi comme expression de la dimension mondiale de ce fait social nouveau. Personnellement, je me sens particulièrement heureux et honoré d'avoir été invité à participer à cette première réunion d'un Forum social à la dimension du Congo.

L'histoire de l'altermondialisme

C'est à la fin des années 1990 qu'un phénomène de convergence des résistances sociales s'est manifesté en plusieurs points du monde. Les résistances ont évidemment toujours existé. Nous avons connu en Afrique en particulier, les luttes contre l'esclavage, les guerres contre le colonialisme et les multiples formes de résistances civiques qui ont mené à l'indépendance des États. En Europe, ce fut l'histoire de la résistance de la classe ouvrière contre l'exploitation du capital. Elle a été longue et coûteuse en vies humaines. Partout le combat contre l'injustice est le fait même d'une humanité consciente de sa dignité.

Ce qui est nouveau, c'est précisément la convergence d'un grand nombre de mouvements et d'organisations qui n'avaient rien en commun précédemment. Il s'agit notamment de mouvements paysans, ouvriers, de peuples autochtones, de femmes, de défenseurs de l'environnement, de groupes luttant pour les droits de l'homme, etc. C'est bien ce que nous voyons ici dans ce forum, où se

côtoient un très grand nombre d'organisations qui, certes, n'ont pas attendu le Forum social congolais pour se concerter dans certains domaines, mais qui, pour la première fois, arrivent tous ensemble sur un pied d'égalité, pour échanger leurs expériences et mettre en commun leurs préoccupations.

À l'échelle mondiale, on a vu se développer deux lignes de convergences. La première est caractérisée par la protestation. On l'a vu à Seattle en 1999, lors de la première réunion de l'Organisation mondiale du Commerce, où se sont retrouvés les syndicats ouvriers américains, les zapatistes représentant les populations indigènes du Chiapas au Mexique, les mouvements de femmes, les organisations des populations noires d'Amérique du Nord, les mouvements écologistes, et bien d'autres encore. Tous ont manifesté contre les décisions qui allaient être prises par l'OMC et ils contribuèrent par leur convergence à l'échec de ces premières négociations. Cette première grande manifestation fut suivie par nombreux d'autres, notamment contre le G8, les huit nations les plus industrialisées du monde, à Gènes, à Evian, à Leningrad, à Rostock ou encore contre les réunions de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, de même que face au Forum économique mondial de Davos. Les protestations se multiplièrent, de Washington à Bangkok, de Hong Kong à Sidney, de Cancun (Mexique) à Mar del Plata (Argentine). S'y ajoutèrent les manifestations contre les décisions du Sommet européen, notamment à Séville et à Bruxelles. Bref, les initiatives furent mondiales et si l'Afrique fut relativement absente de ce

genre d'événement, c'est parce que les centres de décision se situent généralement en dehors du continent.

L'autre ligne de convergence a été l'organisation des Forums. Au début 1999, une première initiative avait été prise, intitulée L'Autre Davos et qui réunit cinq grands mouvements sociaux du monde avec quelques analystes pour discuter des conséquences de l'étendue de l'économie néolibérale à l'ensemble de l'univers et, dans une conférence de presse tenue à Davos au moment de la réunion du Forum économique mondial, de dire : non. Les décisions sur l'économie du monde ne peuvent plus continuer à être orientées de cette manière, car des millions d'êtres humains en sont les victimes et la destruction de l'environnement naturel est au bout du chemin.

L'année suivante, les Brésiliens qui avaient participé à cette réunion prirent l'initiative de convoquer pour 2001 le premier Forum social mondial, la même semaine que la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Cette rencontre eut lieu à Porto Alegre en 2001. L'idée avait été de rassembler de 4.000 à 4.500 personnes et dès le premier Forum, la participation dépassait les 20.000. Le deuxième eut lieu également à Porto Alegre en 2002, avec 60.000 participants. Le troisième, dans la même ville réunit 100.000 personnes. En 2004, le Forum se tint en Inde, à Mumbai, avec 110.000 participants. Une des caractéristiques fut la présence pendant toute la durée du Forum d'un nombre important, environ 20.000, des plus pauvres, les Dalits (les hors-castes) et les peuples autochtones, qui par leur présence étaient un rappel constant de la lutte des plus pauvres pour la survie.

Il y eut ensuite un retour à Porto Alegre en 2005, avec 155.000 personnes, puis une décentralisation du Forum mondial en 2006, à Bamako, Caracas et Karachi et enfin le Forum mondial de Nairobi en 2007, où pour la première fois de façon globale, le Forum tenait ses

assises en Afrique. A cela s'ajoutèrent les Forums continentaux, africains, européens, asiatiques, américains et les Forums thématiques, sur l'eau, sur l'Amazonie, sur l'éducation, sur l'émigration et les Forums nationaux. En quelques années, plus de 250 réunions de ce genre eurent lieu dans le monde. Aujourd'hui se tient le premier Forum social congolais et la même semaine, le premier Forum social des États-Unis à Atlanta. L'Autre Davos avait réuni 50 personnes. Au cours de moins d'une décennie, ce sont plusieurs millions de gens qui se sont manifestés dans le monde pour se mettre ensemble et affirmer leur désir de construire un autre monde.

Le pourquoi de l'altermondialisme

Si les convergences se sont construites, c'est parce que tous les groupes humains concernés se trouvaient face au même ennemi. En effet, avec la mondialisation du capital, plus aucun groupe social dans le monde n'échappe à la domination de la loi du marché et par conséquent à la soumission du travail au capital. Tous sont victimes du même système, au Nord comme au Sud. Il y a quinze jours, à Brasilia, j'avais l'occasion de m'adresser au Cinquième Congrès du Mouvement des paysans sans terre (MST), réunissant quelques 20.000 paysans, parmi les plus pauvres, qui exprimaient leur désir de voir se réaliser une réforme agraire, dans un pays grand comme un continent et où plus de quatre millions de paysans n'ont pas de terre, ces dernières étant absorbées par les latifundistes et les grandes multinationales de l'*agrobusiness*.

Cependant, les injustices accrues par cette logique économique ne touchent pas seulement le Sud. Au Nord également, le phénomène s'accroît. On annonce en Angleterre que le nombre de pauvres s'est accru considérablement et que les inégalités sont revenues à leur taux d'avant 1940. En France, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dépasse les trois millions et demi d'habitants, alors que les 0,01% les plus

riches du pays ont augmenté leur richesse de plus de 40% au cours des cinq dernières années. Est-il étonnant alors de voir les victimes d'un tel système manifester leur désaccord. Et cela nous oblige à nous demander de qui l'ensemble de ces personnes sont les victimes. En fait, le néolibéralisme signifie la libéralisation totale des échanges, tant de capitaux, que de biens et de services, ce qui établit la loi du plus fort. Entre les multinationales de l'agrobusiness et le petit paysan, il n'y a guère d'hésitation pour savoir qui sera le gagnant. Les Traités de libre-échange entre les pays puissants et les pays les plus pauvres sont l'équivalent, comme le disait un sociologue nicaraguayen, d'un Traité entre le requin et les sardines. Mais pourquoi désire-t-on libéraliser l'économie ?

C'est dans les années 1970 qu'un accord de fait se réalisa autour de quelques grandes orientations de l'économie mondiale, que l'on a appelé par après le *Consensus de Washington*, parce qu'il concernait les grandes institutions financières internationales, telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, de même que la Réserve fédérale américaine (la Banque centrale) et les grandes multinationales des États-Unis. Il s'agissait de relancer l'accumulation du capital, qui, pour de nombreuses raisons, avait eu tendance à décliner et à cet effet, de lancer une véritable offensive, à travers le monde, aussi bien dans le Nord que dans le Sud, d'une part contre le travail et d'autre part contre l'État, afin de diminuer leur part respective dans le produit social mondial. Diminuer la part du travail signifiait faire baisser son coût, démanteler les systèmes de sécurité sociale et de pension, favoriser les délocalisations là où le travail est moins cher, désorganiser les mouvements des travailleurs. L'offensive contre l'État s'est manifestée par les privatisations, souvent sauvages et équivalant à une véritable piraterie des richesses communes, en faveur du capital privé.

Dans le Sud, les conséquences furent très graves. Sur le plan du travail, on a vu fleurir les zones franches, fonctionnant avec des travailleurs sous-payés et souvent dans des conditions de travail extrêmement pénibles. En même temps, s'est accélérée l'extraction des richesses, plus fortes encore que du temps du colonialisme, par des mécanismes nouveaux, n'exigeant pas l'établissement de colonies, mais bien le contrôle des mécanismes économiques : fixation des prix des matières premières et des produits agricoles, dette extérieure, mainmise sur les ressources naturelles, politiques agricoles des pays riches, paradis fiscaux permettant l'évasion des richesses locales, évasion des cerveaux. Dans le Nord, la même logique s'est imposée, avec la diminution aussi bien en Europe qu'aux États-Unis des salaires réels dans le produit général, le démantèlement de certains volets de la sécurité sociale et un affaiblissement de l'État.

Tout cela s'est réalisé avec l'appui des organismes internationaux, tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, de même que l'OMC et même de plus en plus certains organismes spécialisés des Nations Unies, dépendant pour leur financement de firmes multinationales. Un exemple intéressant est celui de Sri Lanka où, en 1996, un rapport de la Banque Mondiale proposait de supprimer la production du riz dans ce pays situé au sud de l'Inde. Or, cela fait plus de 3000 ans que l'on produit du riz à Sri Lanka, que ce dernier forme la base de l'alimentation, que 80% des petits paysans vivent de cette production et que le riz fait partie de la culture, de la littérature, de la poésie, du paysage. Et cependant, la Banque Mondiale a décidé qu'il devait disparaître. La raison : cela coûte moins cher de l'acheter au Vietnam ou en Thaïlande. C'est donc un calcul purement économique basé sur le marché qui oriente les propositions de décision. La sécurité alimentaire, le bien-être des paysans, la diète alimentaire de la majorité de la population, tout cela n'entre pas en ligne de compte. Les mesures

proposées par la Banque furent triples : abolir les organes régulant le marché interne du riz ; mettre un impôt sur l'eau d'irrigation de manière à rendre la production du petit producteur de riz non rentable ; donner un titre de propriété à chaque paysan. En effet, la propriété des rizières était restée collective dans un grand nombre de cas, ce qui formait un obstacle à leur marchandisation. Le but de cette dernière mesure n'était pas le bien-être du paysan, mais bien de les mettre en état de vendre à vil prix leur terre aux corporations nationales ou internationales, prêtes à les racheter.

Comme le gouvernement sri lankais n'allait pas assez vite en besogne, la Banque supprima les crédits internationaux pendant un an. Un nouveau gouvernement accepta les principes de la Banque Mondiale et remit son rapport dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en disant que l'idée n'était pas mauvaise, car la suppression du petit paysanat permettrait de disposer d'une main-d'oeuvre abondante et à bon marché, capable d'attirer les capitaux étrangers. Cependant, comme cette politique avait été suivie par divers gouvernements de Sri Lanka depuis une quarantaine d'années, les travailleurs s'étaient organisés et avaient réussi à faire remonter les salaires, obliger l'État à organiser une sécurité sociale appréciable et à mettre sur pied un système de pension. D'où le prix de la main-d'oeuvre est devenu trop élevé à Sri Lanka et déjà des capitaux extérieurs quittent le pays pour s'investir au Vietnam ou en Chine, où cette dernière est moins chère. Le gouvernement a donc dû conclure qu'il fallait diminuer le prix du travail et pour cela faire voter des lois diminuant les salaires réels, démantelant une partie importante de la sécurité sociale et diminuant le taux des pensions. Voilà le résultat de la loi du marché et ce que signifie la soumission de l'ensemble du travail au capital.

Il y a quelques années, je rencontrais en Afrique de l'Ouest un économiste qui déclarait : nous sommes tous différents en Afrique, mais nous

avons tous le même ministre des finances : le FMI. Cette boutade indiquait bien quelle était la logique qui orientait l'ensemble des économies du continent.

Le résultat de ces politiques est que tous les groupes sociaux sont aujourd'hui affectés par la logique du marché et la domination du capital. Les travailleurs ouvriers du secteur formel doivent très souvent accepter des conditions d'exploitation particulièrement pénibles. Les paysans sont dépouillés de leur terre, au profit de l'*agrobusiness* et l'on assiste bien souvent à de véritables contre-réformes et à une nouvelle concentration de la terre. Les peuples autochtones perdent leur territoire, au profit d'activités d'extraction, soit du bois, soit des mines, soit du pétrole et leur existence même est remise en cause. Les femmes sont les premières victimes de l'informalisation de l'économie, car une bonne partie du poids du maintien de la famille leur incombe. Ce sont elles aussi qui souffrent en premier lieu des privatisations de l'eau, de l'électricité, de la santé, de l'éducation, qui par le fait même de leur marchandisation, deviennent inaccessibles aux plus pauvres. Les jeunes ont des difficultés à trouver du travail et à s'insérer dans la société. Quant à la destruction de la nature, elle devient effrayante et débouche même sur des changements climatiques aux conséquences qui peuvent être dramatiques pour des centaines de millions de personnes.

Tout cela ne va pas sans crise : crise classique du capitalisme, avec la surproduction de certains biens et donc la sous-consommation ; crises financières, qui se sont succédées dans différentes parties du monde au cours des deux dernières décennies et finalement crise climatique. Face à celles-ci, le système capitaliste mondial recherche de nouvelles frontières d'accumulation ; il s'agit surtout de trois secteurs.

Le premier est l'agriculture paysanne, qu'il faut transformer en agriculture productiviste capitaliste, car

elle ne contribue guère à l'accumulation du capital. Elle se situe en effet dans le cadre de l'autoconsommation ou dans les trocs ou leurs équivalents sur un plan régional. Les documents de la Banque Mondiale indiquent que la direction à suivre est l'instauration d'une agriculture productiviste, exigeant d'importants investissements financiers, capables seulement d'être supportés par des entreprises de grande dimension, qui par la monoculture ou le contrôle des diverses économies rurales permettront des retours rapides et importants, susceptibles de produire une forte accumulation.

Le deuxième secteur est constitué dans les services publics, qui, en tant que tels, ne contribuent que de manière assez marginale à l'accumulation du capital. Par contre, si des secteurs tels que les besoins de base, comme l'eau, l'électricité, les communications, sans parler de la santé et de l'éducation, deviennent des marchandises, à ce moment ils peuvent contribuer de manière considérable à l'accumulation du capital. Or, il s'agit, dans le monde, de centaines de milliards de dollars qui constituent un filon particulièrement rentable pour l'investissement, dans la mesure où il reste privé. Le troisième secteur est celui de la biodiversité, aujourd'hui fortement recherché pour sa contribution aux nouvelles orientations biologiques des secteurs tels que la pharmacie, les cosmétiques et les carburants.

Terminons en indiquant la tendance grandissante de la militarisation du système économique néolibéral. Ce sont les États-Unis, la seule force mondiale militaire, qui assument ce rôle de manière principale. Il y a dans le monde plus de 700 bases militaires des États-Unis, avec un demi million de soldats et un budget de plus de 500 milliards de dollars. Ces bases coïncident avec la nécessité du contrôle géopolitique des ressources naturelles, tout particulièrement des ressources énergétiques. La militarisation débouche également sur des guerres réelles, telles que nous les connaissons en Irak et en Afghanistan.

La logique d'un système

En fait, les effets dont nous avons parlé sur les populations du Sud et du Nord ne sont pas simplement des accidents de parcours ou le résultat d'abus et d'excès. Il s'agit bien d'une logique fondamentale. **Le modèle de développement tel qu'il existe aujourd'hui et qui s'étend dans l'ensemble du monde se manifeste par une croissance spectaculaire de la capacité économique d'environ 20% de la population mondiale.** Cela signifie que les 80% autres, ou bien restent très vulnérables ou bien se situent dans une zone de pauvreté. Or, un tel modèle est particulièrement favorable à une accumulation rapide du capital. En effet, il est plus intéressant de développer la consommation de 20% de la population capable d'acheter des biens et des services sophistiqués, à haute valeur ajoutée, que de produire pour les autres 80%, qui ont très peu de pouvoir d'achat ou aucun et donc ne sont pas susceptibles de contribuer à une accumulation rapide et forte. Il en résulte que jamais tant de richesse n'a été produite dans l'histoire du monde, mais que jamais nous n'avons eu autant de pauvres sur la terre. N'oublions pas qu'une personne meurt de faim toutes les quatre secondes.

Le système capitaliste se présente comme le plus efficace pour la production de biens et de services. C'est exact, dans la mesure où l'on ne s'interroge pas trop sur la manière dont il produit et la manière dont il distribue le produit. Cependant, on peut se demander à qui sert une telle efficacité ? En effet, quand nous analysons l'ensemble de l'économie mondiale, les conclusions sont passablement différentes. Si l'économie est l'activité humaine destinée à produire la base nécessaire à la vie physique, culturelle et spirituelle de l'ensemble des êtres humains dans le monde, le système capitaliste est le plus inefficace que l'humanité n'ait jamais produit. Il est donc indispensable de le délégitimer, d'abord sur un plan économique : il ne répond pas à la fonction de l'économie,

mais ensuite également sur un plan éthique. Il est en effet impossible d'accepter moralement un système qui privilégie une minorité aux dépens d'une majorité. D'où l'importance du rôle joué par des groupes religieux, dont l'éthique sociale dénonce l'injustice et l'inégalité. En particulier, Jésus dans sa société lorsqu'il vivait en Palestine, s'est identifié aux plus pauvres et a dénoncé les injustices dans tout le système social, politique et religieux de sa société. Quand il disait qu'il allait détruire le temple en trois jours, ce n'était pas une cathédrale ou une basilique, mais bien le système politique, économique et religieux, dont les pouvoirs étaient concentrés dans le temple, devenu le symbole de toutes les injustices. Une spiritualité chrétienne qui n'inclut pas ces dimensions dans ces perspectives signifie une véritable réduction du christianisme et du message de Jésus-Christ.

Le passage des résistances aux alternatives

On pourrait dire que la description de la situation mondiale et même la référence à la convergence des résistances pourrait offrir un panorama assez pessimiste. En effet, il ne faut pas se cacher l'immensité du problème et les horreurs du système. Faire autrement, signifie tomber dans le jeu de l'adversaire. En même temps, il est important d'affirmer de manière très claire qu'il existe des alternatives et cela à tous les niveaux. Que ce soit celui de l'utopie, c'est-à-dire ce que nous ne pouvons pas faire maintenant mais qui peut exister demain ou les perspectives à moyen et à court terme, que ce soit dans les secteurs de l'économie, de la culture, de la politique, des équilibres sociaux, partout il existe des alternatives et les Forums sociaux sont des lieux où l'on s'informe à ce sujet. Ils ont permis en effet d'arriver à la conclusion qu'il est possible de construire un autre monde.

Ce qui manque, c'est la volonté politique de pouvoir mettre en oeuvre ces alternatives, qui ne correspondent

évidemment pas aux intérêts des plus puissants et qui ne peuvent voir le jour que sous la pression des milieux populaires sur les instances politiques. Or, il y a un endroit du monde où nous voyons des choses bouger. C'est en Amérique latine, où de nouvelles situations ont été créées. Tout d'abord, il y a eu l'échec de l'ALCA (le Traité de libre-échange entre l'Amérique latine et les États-Unis et le Canada), qui fut une grande victoire populaire. Il y eut réellement sur cet objectif une véritable convergence de l'ensemble des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales progressistes pour construire un front populaire contre ce projet nord-américain. Il s'agissait en effet d'intégrer l'économie latino-américaine dans celle du Nord. Dans tous les pays, s'est réalisé un regroupement des mouvements paysans, ouvriers, des peuples autochtones, des femmes, des défenseurs de l'environnement et des Églises. Au Brésil, il y eut quatre millions de signatures. Des convergences se sont construites entre mouvements sociaux et partis politiques et même avec des gouvernements, comme ceux du Venezuela, de la Bolivie, du Brésil et qui ont conduit finalement à l'échec du projet, lors de la réunion de Mar del Plata en 2006.

En même temps des initiatives nouvelles ont été prises pour l'intégration économique, sociale et culturelle de l'Amérique latine. C'est tout d'abord l'ALBA, c'est-à-dire l'initiative alternative bolivarienne pour l'intégration latino-américaine, basée non pas sur la compétition, mais sur la complémentarité et la solidarité. C'est aussi la Fondation de la Banque du Sud, réunissant pour commencer cinq pays importants de l'Amérique latine, destinée à mettre en commun une partie des réserves de ces différents pays, pour servir de banque de développement, permettant de court-circuiter la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et la Banque Interaméricaine de Développement.

Sur le plan social, on peut citer l'"Opération miracle" destinée à guérir les malades des yeux qui, en Amérique latine, s'élèvent à dix millions de personnes. La condition est d'être dans l'incapacité, à cause de la pauvreté, d'avoir accès aux soins dans son propre pays. Le programme est d'ailleurs ouvert aux pauvres de l'Amérique du Nord. En un an de temps, près de 600 000 personnes ont pu en bénéficier. Cela signifie une transformation véritable de leur vie. Aujourd'hui le programme se décentralise. On ne soigne plus uniquement ces personnes à Cuba, amenées par avion et dont le voyage était financé par le Venezuela, mais des médecins cubains opèrent dans divers pays latino-américain. Le nom de cette opération a évidemment une référence biblique : "les aveugles verront". Un tel type d'intégration sociale du continent correspond à une orientation tout à fait nouvelle, qui n'a plus rien à voir avec la logique du capital.

Enfin, il y a les efforts d'intégration culturelle, notamment les campagnes d'alphabétisation, telle que celle réalisée au Venezuela, avec la méthodologie cubaine, patronnée par l'UNESCO, au point que ce pays vient d'être déclaré fin 2006 comme nation libérée de l'analphabétisme. Le programme est mis en route actuellement en Bolivie, où l'on espère résoudre le problème dans un laps de 18 mois. Il y eut également la Fondation de Telesur, une chaîne de télévision destinée à l'ensemble du continent latino-américain et permettant l'expression des peuples et non plus uniquement des pouvoirs économiques.

Tout cela a supposé évidemment la disposition de moyens financiers importants, grâce à leur établissement de la souveraineté sur les ressources naturelles. Ce fut le cas au Venezuela, mais également en Bolivie. Dans ce

dernier pays, en un an, le pays a réussi à renverser la proportion de ses revenus du pétrole et du gaz, qui, dans le temps, étaient de 82% en faveur des multinationales et 18% pour le pays et sont devenus 82% pour le pays et 18% pour les multinationales. Cela a permis au pays de rétablir son équilibre budgétaire, pour la première fois depuis pratiquement son indépendance, de diminuer sa dette extérieure d'un tiers et de mettre en route des programmes sociaux et d'alphabétisation, de lutte contre la faim et d'habitats populaires. De telles initiatives supposent une bonne gestion des biens collectifs, car la corruption est évidemment le pire ennemi que ces programmes peuvent rencontrer. En Bolivie, le président EVO MORALES a décrété une diminution de 50% des salaires des hauts fonctionnaires de l'État, ce qui permet de constituer un fonds pour le développement de l'éducation, mesure sans doute symbolique et peut-être provisoire, mais qui a valeur d'exemple.

Conclusion

Tout cela nous permet de dire combien il est important de construire la convergence de la société civile d'en bas, c'est-à-dire essentiellement des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales progressistes. Une telle convergence permet la création d'une conscience commune indispensable à la construction d'acteurs collectifs pour une transformation des sociétés. Ce pas, actuellement en construction au Congo, est de la plus grande importance, afin de permettre le développement d'une dynamique nouvelle, qui donne au peuple la maîtrise de son propre sort, le contrôle de ses dirigeants pour que leur action se situe dans la ligne du bien commun afin que le Congo entre, avec l'ensemble des forces populaires dans le monde, dans une dynamique nouvelle, de reconstruction, de transformation et de bien-être.

François HOUTART
Juillet 2007

Fondation Père EVERARD

Pour perpétuer la mémoire du Père EVERARD, la Fondation désire encourager et aider les étudiants du Tiers-monde qui ont prouvé par leurs aptitudes intellectuelles et leurs qualités morales qu'ils seront de vrais agents de développement pour leur peuple.

La **Fondation Père EVERARD** pourra retenir cette année 2007/2008 quelques candidats répondant aux critères suivants :

- 1) Être étudiant au sens strict (visa d'étude ne donnant pas droit à l'aide du CPAS) et ne pas bénéficier d'une bourse d'étude complète.
- 2) Avoir réussi au moins la première année en Belgique dans l'enseignement supérieur afin d'obtenir un premier diplôme.
- 3) Avoir réussi l'année académique précédente.
- 4) N'avoir subi aucun échec dans le cycle d'études en cours.
- 5) Ne seront pas retenus les étudiants qui sont dans les critères pour une aide au programme ETDI ("Étudiants en difficulté") du CNA (Comité National d'Accueil).

Le nombre des candidats retenus dépendra des sommes récoltées. Les allocations pourront aller jusqu'à 600 € net par an, que l'étudiant soit marié ou non, sans supplément possible pour frais de santé ou autres. Elles seront suspendues ou réduites en cas d'abandon des études ou d'obtention d'une autre bourse en cours d'année. Elles seront versées en une ou plusieurs tranches à partir du mois de janvier 2008. Elles ne sont données que pour une année seulement. Une reconduction éventuelle, complète ou partielle, peut être envisagée si le (la) bénéficiaire réussit spécialement bien son année et ne peut bénéficier d'aucune autre bourse. La reconduction sera laissée à l'appréciation de la Fondation Père EVERARD.

Éventuellement, si les fonds récoltés le permettent, d'autres aides réduites pourront être accordées à des étudiants méritants, même exceptionnellement en dehors des critères repris ci-dessus.

APPEL AUX DONATEURS

La Fondation ne peut donner que ce qu'elle reçoit !

Il y a encore des étudiants non boursiers en graves difficultés financières sans aucune faute de leur part vu la situation désastreuse que connaissent de nombreux pays africains, parfois entraînés malgré eux dans la tourmente de la mondialisation qui ne leur laisse pas beaucoup de marge de manœuvre.

Ces étudiants ont besoin de vous, sympathisants européens ou frères africains. Nous comptons sur vos dons généreux, petits ou grands, pour reconstituer le fonds qui sera intégralement converti en allocations d'études en 2008. Vous pouvez les verser au compte du CACEAC Asbl à Charleroi 000-1178819-75 avec la mention "Fondation Père EVERARD".

*Si vous désirez recevoir une attestation fiscale pour votre don en faveur des étudiants du tiers-monde aidés financièrement par l'Asbl CACEAC (dans les critères de la Fondation ou en dehors), vous pouvez le verser au compte 000-0000041-41 de Caritas Secours International qui soutient notre projet, **avec la mention "CACEAC projet P161"**.*

Très cordial MERCI déjà !

Formulaire à remplir par les candidats à une allocation d'études offerte
par la **Fondation Père EVERARD**
à renvoyer par poste ordinaire au C.A.C.E.A.C., rue Léon Bernus 7, 6000 Charleroi
au plus tard le 7 décembre 2007, la date de la poste faisant foi.

* * *

1. Nom : Prénom(s) ou post-nom(s) :
2. Lieu et date de naissance : Nationalité :
3. État-civil : si marié(e), nom et occupation de l'épouse (x) :
nombre d'enfants à charge :
4. Adresse actuelle en Belgique :
- Téléphone : GSM : e-mail : @
5. Nom et adresse des parents ou du chef de famille au pays d'origine :
6. Profession du père ou du chef de famille : de la mère :
7. Depuis quand séjournez-vous en Belgique ? :
8. Études faites et résultats obtenus (ou emplois remplis) au cours des sept dernières années :
2000/01 :
2001/02 :
2002/03 :
2003/04 :
2004/05 :
2005/06 :
2006/07 :
(joindre attestation des résultats de cette dernière année)
9. Bourses officielles ou privées ou allocations d'études reçues durant ces années :
10. Demandes d'aide introduites cette année auprès de quels organismes :
11. Études en cours en 2007/2008 (année pour laquelle la bourse est demandée ; joindre attestation d'inscription) :
12. Institution d'enseignement, adresse, téléphone :
13. Recommandation écrite du Directeur de la section ou de la Faculté :
14. Autres références (noms, adresses et téléphones) :
15. Indépendamment de l'aide que vous sollicitez ici, de quelles ressources (sûres, probables, incertaines) disposez-vous cette année académique 2007/2008 ? Pour être recevable, votre demande devra **préciser les sommes dont vous disposerez et leur origine**. Une réponse **précise, chiffrée et complète est nécessaire. Il faut établir un vrai budget** (formulaire disponible sur demande).
16. Photocopie recto verso de la carte d'identité.

Date et signature

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Allocution à l'occasion du goûter-rencontre du 30 mai 2007 à Gembloux

A l'occasion de ce goûter-rencontre, il nous a été utile de vous présenter brièvement le Cercle International des Étudiants de Gembloux, "C.I.E." en sigle.

En effet, Mesdames, Messieurs, le Cercle International des Étudiants de Gembloux est une organisation qui regroupe les étudiants étrangers et belges et même le personnel de la Faculté qui le souhaite. Le C.I.E. travaille étroitement avec la Maison Internationale de Gembloux.

Le C.I.E. a pour objectifs de :

- favoriser un cadre d'échanges, de solidarité et de convivialité entre tous les étudiants de la Faculté d'une part, entre ceux-ci et les habitants de Gembloux d'autre part ;
- faire découvrir la Wallonie, ainsi que les différentes possibilités d'échange qu'elle peut établir avec les pays du sud, et susciter chez les étudiants un esprit de créativité, dans le cadre de la coopération internationale ;
- apporter dans la mesure du possible un soutien matériel et moral à tous les étudiants ;
- jouer un rôle de plaidoyer auprès des autorités de la Faculté et en dehors si c'est nécessaire.

Durant cette année académique, la Faculté compte environ 250 étudiants étrangers de 45 nationalités (africains, asiatiques, européens et de l'Amérique Latine) qui, en réalité, sont tous censés être membres actifs du C.I.E.

Pour arriver à ses objectifs, le C.I.E. crée un partenariat en premier lieu avec la Faculté à travers ses différents services. Le C.I.E. travaille également

avec les autres associations et organisations de la Faculté à savoir la Maison Inter, la Maison Nord-sud, l'AG, Planète Femmes, Aide au Développement Gembloux.

En dehors des actions académiques de chacun et chacune, le C.I.E., à travers ses membres, organise pas mal d'activités notamment :

- le tour du monde gastronomique ;
- les journées du monde ;
- les soirées de divertissement connues sous le nom de "Soirées tropicales"
- accueil des nouveaux étudiants à l'aéroport ;
- autres activités pédagogiques.

Nous profitons de cette occasion pour informer tous ceux qui le veulent et plus particulièrement les étudiants finalistes de la Faculté qu'en collaboration avec le service social et le service des affaires étudiantes, il est prévu une formation sur la gestion du stress en cas de présentation d'un travail scientifique ; elle aura lieu le 06 juin à 20h à la Salle PHV ; elle sera dispensée par un spécialiste du domaine.

Mesdames, Messieurs, chacun sait qu'on ne peut travailler sans moyens matériels ou financiers. C'est dans ce cadre qu'au nom de tous les membres du C.I.E. et des étudiants étrangers, nos sincères remerciements s'adressent à la DGCD qui ne cesse de financer le programme du C.I.E. à travers la Maison Internationale.

Nous ne pouvons pas aussi passer de côté l'appui très remarquable de la part de la Faculté à travers tout son personnel, plus particulièrement Monsieur le Recteur qui ne cesse de jouer le rôle de "parent

envers ses enfants" en créant un climat et un cadre favorable au C.I.E., que ce soit dans la Faculté, ou dans la Ville de Gembloux en général.

Nos remerciements s'adressent également aux autorités et à la population de la Ville de Gembloux qui nous intègrent en nous accueillant malgré la carence de logements surtout au début de l'année.

Nous remercions encore une fois la Faculté qui a pensé à l'organisation de ce goûter-rencontre qui est un moment de

retrouvailles avec les partenaires et même les différents représentants des organisations et de nos chères patries respectives en Belgique.

Je termine en remerciant les membres actifs du C.I.E. et en leur demandant de transmettre le message aux nouveaux arrivants que le C.I.E. est là pour les accueillir et les aider à s'intégrer dans leurs vies académiques et même sociales, dans la faculté et même dans la Ville de Gembloux.

Je vous remercie !!!

Fidèle NTEZIYAREMYE
Président du C.I.E.

Centenaire de l'Archidiocèse de Bukavu (1906 – 2006)

Présentation

Du 15 septembre 2006 au 15 septembre 2007, toutes les paroisses, communautés ainsi que tous les services de l'archidiocèse de Bukavu (RD Congo) ont célébré, chacun à son tour, le centenaire de l'évangélisation de cette grande et belle entité ecclésiastique.

Dans leur conscience et leur fierté d'appartenir à cette Église du Grand Kivu, les originaires de cette région, solidaires avec leurs frères et sœurs qui célèbrent ce centenaire au pays, pleins de reconnaissance envers les missionnaires qui ont jeté les bases de cette Église, ont organisé une "Grande Journée Du Centenaire" au Collège Saint-Michel, à Bruxelles, le 15 juillet 2007, sous la présidence de Mgr Rémy VANCOTTEM, Évêque Auxiliaire pour le Brabant Wallon.

A cette occasion, l'historique du diocèse a été donnée au cours de l'homélie du jour. A la demande de la Rédaction, nous en retraçons ici les grandes étapes.

Bref regard sur le passé

Le 10 décembre 1895, le Haut-Congo est érigé en Vicariat Apostolique et Mgr Victor ROELENS en devint le

Vicaire Apostolique. Le Kivu appartient à ce territoire mais on n'y trouve encore aucune mission. En 1906, le Père HUYS, devenu plus tard évêque coadjuteur de Mgr ROELENS, accompagné du Père VERSTRAETE, arrive au Bushi et rencontre le Chef NYANGEZI. Celui-ci leur concède un emplacement pour construire une future mission. Les deux Pères y plantent une croix et repartent.

Nommé supérieur de la nouvelle mission, le Père VAN DER HAEGHE arrive à Nyangezi vers le 14 septembre. Le lendemain, 15 septembre, il y célèbre la première messe dont la date est officiellement retenue comme celle du point de départ de l'évangélisation du Kivu. Le Père VAN DER HAEGHE se mit à parcourir la région, à pied. Un jour, une fièvre particulièrement violente le cloua au lit. Il accepta de recevoir le sacrement de l'onction des malades et, sentant ses forces décliner, il déclara que sa pierre tombale servirait de pierre de fondation de l'Église du Kivu. Il mourut le 8 novembre 1906 à 20h15. Originaire de Roeselare (diocèse de Bruges), il avait seulement 32 ans, dont deux de sacerdoce. A partir de cette date, les fondations de l'Église du Kivu sont réellement jetées.

Le Vicariat Apostolique du Kivu

Le 26 décembre 1929, le Pape Pie XI érige le Vicariat Apostolique du Kivu dont il confie la direction à Mgr Édouard LEYS, des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) qui assuma cette charge jusqu'en 1944. Dans son évolution, ce Vicariat donna naissance au Vicariat Apostolique de Kasongo, en date du 10 janvier 1952 et à l'actuel diocèse de Goma, le 1er novembre 1959, lorsque le Pape Jean XXIII érigea la hiérarchie ecclésiastique au Congo. Le diocèse d'Uvira, quant à lui, fut érigé par le Pape Jean XXIII le 16 avril 1962 et reçut comme premier évêque Mgr Danilo CATARZI, des Pères Xavériens de Parme.

Tout au long de son histoire, l'Église de Bukavu a connu des Pasteurs dévoués, entièrement donnés au service de l'Évangile et du peuple. Voici leurs noms : Mgr Édouard LEYS (1929-1944) ; il a ouvert sans arrêt plusieurs postes de mission et il est le fondateur du clergé local, de la Congrégations des Frères Serviteurs de Jésus-Christ ainsi que celle des Filles de Marie Reine des Apôtres ; Mgr Richard CLEIRE (1945-1952) ; il est resté célèbre notamment par son mandement de carême de 1949 où il prit courageusement la défense des intérêts des populations locales contre les projets du Comité National du Kivu (CNKi) qui gérait le secteur foncier et envisageait de spolier les habitants de leurs terres fertiles. Il a pris à cœur la promotion d'une élite intellectuelle africaine. C'est ainsi qu'il a décidé d'envoyer à l'Université Urbanienne de Rome le premier séminariste de Bukavu, l'actuel Abbé Professeur Émérite Vincent MULAGO, de notoriété internationale. C'est lui également qui a envoyé de nombreux jeunes, anciens séminaristes du Kivu au Centre Universitaire de Lovanium à Kisantu. Après lui, vint Mgr Xavier GEERAERTS (1952-1954) ; puis Mgr Louis VAN STEENE, qui devint, en 1959, le premier archevêque de Bukavu, lors de l'érection de la hiérarchie ecclésiastique au Congo.

Ce fut ensuite la série des archevêques congolais. Mgr Aloys MULINDWA MUTABESHA (1966-1993). On lui doit la fondation de nombreuses œuvres, notamment l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR/Bukavu), l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP/Bukavu) et l'Université Catholique de Bukavu (U.C.B.). A plusieurs reprises, il a assumé les fonctions de président ou de vice-président de la Conférence Nationale des Évêques du Congo. Son corps repose à présent à l'ombre du sanctuaire de N.-D. des Pauvres, à Banneux, dans l'attente de son rapatriement dans sa cathédrale de Bukavu ; Mgr Christophe MUNZHIRWA MWENE NGABO (s.j.), prophète et martyr de la justice, de la vérité et de la paix, assassiné dans la soirée du 29 octobre 1996 ; Mgr Emmanuel KATALIKO (1997-2000), jusqu'alors évêque de Beni-Butembo. Il s'engagea dans la même lutte que son prédécesseur Mgr MUNZHIRWA ; Mgr Charles MBOGHA KAMBALE, précédemment évêque d'Isiro-Niangara, victime d'un grave accroc de santé juste au début de la cérémonie de son installation canonique au siège épiscopal de Bukavu, le 3 juin 2001. Il meurt le 9 octobre 2005. Et le mercredi 26 avril, la communauté diocésaine de Bukavu apprend avec joie la nomination de l'actuel archevêque, Mgr François Xavier MAROY RUSENGO. C'est l'évêque du centenaire. Il vient de faire ériger un magnifique sanctuaire marial, appelé à devenir un grand centre de pèlerinage, sur la colline de Lukananda, à Nyangezi, où les premiers missionnaires (Pères Blancs) se sont installés pour la première fois, en 1906.

Les Congrégations Religieuses

1. Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Sœurs Blanches) : En 1914, on les attendait déjà à la mission de Katana. La guerre de 1914-1918 empêcha cette fondation. Elles ouvrirent finalement leur première communauté à Mwanda (Katana), le 15 décembre 1920.

2. Les Religieuses de la Sainte Famille : les quatre premières Religieuses arrivent à Kabare le 22 octobre 1922. Le 15 novembre 1936, elles ouvrent à Costermansville (Bukavu) le Pensionnat Albert 1er pour filles européennes, devenu aujourd'hui le Lycée Wima.

3. Les Filles de Marie Reine des Apôtres (Congrégation diocésaine) : en novembre 1932, Mgr LEYS ouvre un noviciat à Mwanda sous la responsabilité de Mère Aurélia des Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique. Le 4 février 1935, les quatre premières Sœurs font leur profession religieuse

4. Les Frères Serviteurs de Jésus-Christ (Congrégation diocésaine) : en octobre 1930, Benoît SHAMAVU, petit séminariste, demande à devenir Frère. Le 4 juin 1933, il prononce ses premiers vœux. En 1935, la jeune Congrégation compte trois Frères Profès.

5. Les Pères Jésuites : en octobre 1938, le Père Guy MOSMANS, des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs), ouvre à Bukavu (Ste Thérèse), l'Institut Saint Charles pour garçons européens. Cette même année 1938, Mgr LEYS entre en contact avec les Provinciaux des Jésuites de Belgique auxquels il propose la direction de la nouvelle école. Le 24 janvier 1941, les Jésuites acceptent la responsabilité du Collège ; il sera dirigé par le Père MONNENS. En septembre 1942, le Collège Notre-Dame de la Victoire est inauguré. C'est l'actuel Institut Alfajiri.

6. Les Sœurs Trappistines : 1954-1955 : elles arrivent d'Igny (près de Reims, en France) en janvier 1955. Elles s'installent d'abord au bord du Lac près de Katana en attendant que leur monastère de Murhesa, N.-D. de la Clarté-Dieu soit achevé.

7. Par la suite, de nombreuses autres Congrégations religieuses, masculines et féminines, sont arrivées au diocèse de Bukavu où chacune d'elles travaille activement à l'œuvre de

l'évangélisation suivant son charisme. Il n'est pas possible de les mentionner toutes ici. Retenons encore seulement : les Pères Barnabites qui ont dirigé le Collège St Paul, actuellement Institut Kitumaini, les Frères Maristes qui ont fondé le Groupe scolaire de Nyangezi (anciennement École Moyenne dirigée par les Pères Blancs), ainsi que l'Institut Technique Fundi Maendeleo (ITFM), à Bukavu, les Pères Xavériens de Parme qui constituent aujourd'hui le groupe le plus nombreux au diocèse, les Pères Franciscains, les Sœurs Franciscaines, les Pères Carmes et les Sœurs Carmélites Missionnaires Thérésiennes, les Sœurs de la Compagnie de Marie, etc.

Le présent et l'avenir

Dans un document récent du Conseil Pontifical "Justice et Paix" intitulé *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, il est dit que tout ce qui concerne la communauté des hommes - situation et problèmes relatifs à la justice, à la libération, au développement (et ici nous nous rappelons de la célèbre déclaration de Paul VI où il affirmait, dans son Encyclique *Populorum progressio*, que le développement est le nouveau nom de la paix (n. 76)), aux relations entre les peuples, à la paix - doit être pris en compte par l'évangélisation, et celle-ci ne serait pas complète si elle ne tenait pas compte de l'appel réciproque que se lancent continuellement l'Évangile et la vie concrète, personnelle et sociale, de l'homme. Il existe des liens profonds entre évangélisation et promotion humaine.

Dans cette optique, l'Église de Bukavu s'est assignée les objectifs suivants :

1. L'évangélisation en profondeur, avec insistance sur l'inculturation du message évangélique
2. La pastorale de la famille
3. L'encadrement et le développement de la femme. L'éducation de la femme assure valablement l'avenir du peuple

4. La pastorale de la jeunesse. Et ici nous ne pouvons manquer de saluer l'œuvre immense du Père Georges DEFOUR (Père Blanc, actuellement hospitalisé à la Clinique St Michel, à Bruxelles), qui fut une grande figure, un monument de la pastorale des jeunes au diocèse et dans plusieurs pays d'Afrique. Il est le fondateur du Mouvement International des Xaveri.
4. Les Œuvres médicales et tous les problèmes liés à la santé
5. La justice et la paix. Nous savons tous combien la paix et la sécurité

manquent cruellement aujourd'hui au Kivu. Oui, LA PAIX, "AMANI, AMANI, AMANI !"

6. Le chômage
7. L'environnement et la protection de l'écosystème.

L'Église de Bukavu s'attèle à relever ces différents défis. Pour le passé, le présent et l'avenir de cette Église, nous terminons par cette belle devise de saint Ignace DE LOYOLA : "*Ad Majorem Dei Gloriam*"

Déo RUHAMANYI
Braine-l'Alleud

Le prêt vu par BIRAGO DIOP

Introduction

Dans cet écrit, nous analyserons le conte intitulé : "Le poisson grappilleur" ⁽²⁾. D'ores et déjà nous y épinglons le fait que notre auteur met en scène un poisson (Konko-le Silure, poisson nu et moustachu), un cultivateur (KÉBA) et son épouse préférée (TARA), un roi (FAMA), sa cour et son peuple et aussi un oiseau (Volo-la Perdrix).

Cette mise en scène nous révèle des choses troublantes. Par malice ou de bonne foi, le volatile veut introduire un changement radical dans le mode de vie du poisson : il l'invite à un déjeuner aux frais des tiers, il l'invite à aller grappiller dans des champs. Il le conditionne d'ailleurs à accepter son invitation en lui prêtant gracieusement ce qu'il lui demande pour ce faire : des pattes, des ailes, des plumes, etc. La suite nous apprend la vraie nature de cette association. En effet, pour autant que tout va bien, les deux compères s'adonnent à cœur joie au maraudage. Cependant, dès qu'un danger se pointe à l'horizon, Volo-la Perdrix exige *illico presto* le remboursement de tout ce qui a été prêté à

son invité quelques instants auparavant et s'enfuit. Cette mésaventure fait penser que la seule chose recherchée par Volo a été sans conteste une simple compagnie "dupe". Car ce qui se produit donne raison à cette interprétation : le poisson est abandonné dès qu'un danger se présente ; il doit tirer son plan ; il est condamné à payer pour les dégâts occasionnés. Il ne s'en sortira indemne que grâce au fait qu'il parle (ce qui attire la curiosité du cultivateur qui souhaite faire entendre le chant de ce poisson à sa femme préférée et celle-ci exigera l'expertise du roi). Plus tard, il sera sauvé par le fait qu'il soit tombé sur un roi sage qui accepte qu'on ne tue pas un griot. Bref, disons que le poisson grappilleur n'aura la vie sauve que grâce à un concours de circonstances. En ce début du 21^{ème} siècle, il y a lieu de se demander si le message principal contenu dans ce conte avait été compris à l'époque. Et aujourd'hui encore, on est en droit de se poser la même question au sujet de tous les pays qui constituent le Tiers Monde.

En plus de la présente introduction, notre article comprendra un résumé du conte "Le poisson grappilleur", une analyse de ce même conte et des enseignements à en tirer. Enfin, une conclusion essaiera de formuler une leçon

² BIRAGO DIOP, Contes et Lavanés, Présence Africaine, Paris, 1963, p. 51-62.

à retenir de toute la sagesse qui s'y trouve condensée.

Résumé du conte : "Le poisson grappilleur"

La région a connu des pluies torrentielles durant plusieurs jours. Ce qui a fait déborder le marigot au fond duquel vivait paisiblement Konko-le Silure, le poisson nu et moustachu. Ce débordement momentané a entraîné donc hors de son milieu habituel Konko. Dans la nuit, le marigot a regagné son lit, oubliant là son hôte de tousjours.

Konko-le Silure est tiré de sa léthargie par Volo-la Perdrix qui lui arrache une moustache. Elle le salue avec un peu d'insolence. Pour se faire pardonner de l'avoir réveillé de si bonne heure et d'une manière très peu polie, elle l'invite à un petit déjeuner : aller manger, aller grappiller des bonnes choses dans des champs mûrs ou mûrissants des environs (mil, maïs, haricots, arachides, manioc et patates).

Konko fait remarquer qu'il ne possède pas le nécessaire pour effectuer ce genre de promenade : il ne possède ni pattes, ni plumes, ni ailes, etc. Volo-la Perdrix les lui prête volontiers. C'est ainsi que, équipé de tous ces éléments prêtés, il accompagne alors Volo dans des champs voisins pour aller marauder avec lui.

Dans cette folle échappée, Konko-le Silure avait un handicap méconnu de lui-même : un manque d'expérience et une expertise inexistante en la matière. En effet, depuis sa tendre enfance, Volo a appris à être vigilante, à être sur ses gardes, à percevoir les bruits les plus discrets, à savoir courir, à repérer de quel côté vient le danger, à reconnaître le pas d'un laboureur de celui d'un chasseur pour pouvoir, en cas de besoin, fuir à temps. Mais tout cela était méconnu de notre poisson nu et moustachu.

Brusquement, ayant reconnu le pas de l'agriculteur, Volo-la Perdrix va vers son compagnon d'aventure lui réclamer ce

qu'elle lui avait prêté quelques instants auparavant ; à savoir : pattes, ailes, plumes, etc. C'est ainsi que ayant rendu à Volo tout ce qu'elle lui avait prêté, Konko se retrouve nu en plein milieu d'un champ. Il est découvert par KÉBA-le Cultivateur. Grand est l'étonnement de ce dernier de découvrir en plein champ un silure. Et en plus, le poisson maraudeur chante en se lamentant :

"C'est Perdrix qui était venu me voir
(Maintenant elle a disparu)
Elle m'avait demandé d'aller grappiller
Je n'ai pas de pattes avais-je dit
Je t'en prêterai avait-elle répondu
Je n'ai pas d'ongles avais-je dit
Je t'en prêterai avait-elle répondu
Je n'ai pas de bec avais-je dit
Je t'en prêterai avait-elle répondu
Je n'ai pas de plumes avais-je dit
Je t'en prêterai avait-elle répondu
Je n'ai pas d'ailes avais-je dit
Je t'en prêterai avait-elle répondu
C'est Perdrix qui m'avait fait venir
Elle a disparu ... pprrrèèvv !!! (3).

Un chant très doux, très triste et très touchant

KÉBA-le Cultivateur ramasse alors le poisson et le confie à TARA, son épouse préférée, pour le cuire. Toutefois, il lui révèle que le poisson a été trouvé dans un champ et qu'il chante. TARA exigera alors l'expertise de FAMA, le roi. Car, remarque-t-elle, "ce silure là n'est pas un poisson "de paix". Ce n'est pas un poisson pour nous ni mort ni vivant"(4).

Sur la terre ferme, Konko-le Silure chantera trois fois : devant KÉBA, devant TARA et devant le roi et sa cour.

Confronté à un fait aussi exceptionnel, FAMA, le roi, convoque tout son peuple pour qu'il vienne voir et entendre le poisson qui a été grappiller aux champs et qui raconte sa mésaventure

³ Idem, p. 56, 57-58, 59 et 60.

⁴ Idem, p.58.

par un chant doux, triste et touchant. Curieusement, devant tout le peuple, Konko devient aphone. Le roi estime que ce silence devant tout le peuple réuni est un signe de sagesse et qu'"aucun vrai secret ne peut appartenir à tout le monde"⁽⁵⁾. Le roi, sachant qu'on ne tue pas un chanteur même si celui-ci disait des choses déplaisantes, c'est-à-dire les vérités les plus saines aux grands, commande à son griot de porter ce poisson hors de son royaume.

Une fois jeté au fleuve, Konko-le Silure retrouve la parole et chante du fond de l'eau pour la dernière fois ; et cela à l'intention de son collègue MABO, le griot du roi, en disant :

Méfie-toi surtout
Des mauvais prêcheurs
MABO mon frère !
Ils t'offrent leurs services inutiles
MABO mon frère !
Mais ils te dépouillent
Quand tu es dans le besoin !
MABO mon frère ! ⁽⁶⁾.

Quels enseignements tirer de ce conte ?

Pour tirer des enseignements essentiels de ce conte, nous nous sentons dans l'obligation de passer par une herméneutique. Pour ce faire, nous allons diviser le conte en plusieurs parties (six au total) : la partie introductive qui précède l'invitation au déjeuner ; l'invitation proprement dite et ses tenants et aboutissants ; le grappillage dans les champs ; l'arrivée de KÉBA-le Cultivateur ; la sagesse de TARA son épouse ; la séance devant le roi, sa cour et devant tout le peuple ; et enfin le tête-à-tête entre Konko-le Silure et MABO-le Griot du roi.

De la partie introductive du conte

Toute la partie introductive du conte nous parle des pluies torrentielles

qui s'abattent dans la région du marigot. Ce qui fait déborder le marigot et fait se retrouver loin de son lieu habituel de vie, Konko-le Silure.

Cette partie peut être vue comme décrivant d'une façon romancée une situation d'abondance brusque et éphémère sur un fond traditionnel d'habitudes immuables. De cette situation d'abondance découlent des besoins nouveaux. En effet, pour autant qu'il vivait au fond du marigot, Konko-le Silure se suffisait à lui-même. Les pluies ont apporté une abondance sous toutes ses formes : abondance des eaux et abondance des récoltes. Le premier type d'abondance a pour conséquences directes le débordement du marigot et l'éjection de Konko de son milieu de vie habituel. Et le second a apporté des désirs et envies nouveaux, ceux-ci pouvant quelques fois être insensés et inutiles. C'est le cas de l'envie d'aller grappiller dans des champs pour un poisson dans l'intention d'aller y manger des patates, du manioc, du mil, etc. Et c'est ce côté absurde de la démarche de Konko qui donne au conte tout son piquant.

De l'invitation au déjeuner

C'est dans une situation de précarité momentanée (l'eau s'était retirée) que Volo trouve Konko et l'invite à un déjeuner, c'est-à-dire à aller marauder dans des champs d'autrui. Dans le texte, il est même dit que l'invitation est adressée à Konko avec un peu d'insolence. Et ce terme signifie justement : un manque de respect, un orgueil offensant. A lui seul, ce terme permet d'augurer une certaine malice, un piège dans cette invitation. D'ailleurs, cela va se vérifier dans la suite. L'occasion faisant le larron, Konko accepte l'invitation. Cependant, il fait remarquer qu'il ne possède pas un attirail devant lui permettre de s'y rendre. Pour arriver à ses fins, Volo lui prête ce qu'il lui demande. On découvre entre les lignes que la plus grande faiblesse, le plus grand manque de Konko se trouve dans le fait de ne pas posséder l'habitude, depuis son

⁵ Idem, p. 61.

⁶ Idem, p. 62.

enfance, d'aller grappiller. Car, si tel était le cas, il aurait appris à rester sur ses gardes, à repérer les dangers d'où qu'ils viennent, etc. En effet, si Konko connaissait tout cela, il se serait sans doute enfui à l'arrivée du cultivateur ou il aurait certainement mieux fait de bien négocier les conditions de son prêt.

On apprend donc dans cette partie du conte que, quelle que soit la nature d'un prêt, le prêteur ne donnera que son superflu. Habituellement, cela est en-deçà de ce qui est indispensable pour que l'emprunteur s'en sorte. Toutefois, malgré la bonne foi de l'emprunteur, celui-ci aura toujours une expertise en moins pour réussir. C'est ainsi que dans beaucoup de dossiers de prêt, c'est généralement plus tard qu'on découvre des non dits. Le cas le plus flagrant restera toujours le fameux problème d'éléphants blancs que connaissent pratiquement tous les pays du Tiers Monde.

Du grappillage dans des champs

Ayant reçu ce qu'il avait demandé pour accepter l'invitation de Volo-la Perdrix, Konko-le Silure va effectivement grappiller aux champs. Cependant, comme nous l'avons souligné ci-dessus, il avait oublié ou il ne savait pas que pour marauder sans trop de dangers d'autres choses étaient aussi indispensables que ce qu'il avait demandé à Volo (Cf. supra). Tous ces manquements ont fait qu'en plein grappillage, dès que Volo a perçu un danger, elle a réclamé ce qu'elle avait prêté à Konko. Cela a fait que le poisson nu et moustachu s'est retrouvé effectivement nu au beau milieu d'un champ.

Nous estimons que la leçon principale à tirer de cette partie est la suivante : ce que nous croyons être indispensable pour notre bonheur ne l'est pas nécessairement.

De l'arrivée de KÉBA-le Cultivateur et la sagesse de TARA

À son arrivée, le cultivateur découvre un poisson en plein champ. Il s'agit bien entendu d'un fait exceptionnel.

Et en plus, le poisson se met à chanter doucement, mélancoliquement et en se lamentant pour expliquer sa mésaventure.

Ces deux faits exceptionnels se conjuguant font que le cultivateur ne tue pas immédiatement le poisson. Il décide de l'amener à son épouse préférée pour le faire cuire après lui avoir fait entendre la chanson. Heureusement, TARA comprend que le message est assez grave et qu'il faut s'en référer au roi.

Dans l'attitude du cultivateur et de son épouse, il convient de saluer leur bon sens, une absence de précipitation devant des faits aussi graves et la confiance mutuelle qu'ils se témoignent. Il est important de souligner aussi l'humilité des époux : ils comprennent qu'ils se trouvent là devant un cas exceptionnel qui exige l'arbitrage d'une personne plus qualifiée qu'eux.

De la présentation devant le roi, sa cour et son peuple

Après beaucoup de difficultés, Konko arrive à être conduit devant le roi et sa cour ; il leur présente le poisson chanteur ; et celui-ci explique pour la dernière fois sa mésaventure.

Le souverain est qualifié de "roi sage". Car, il considère cette situation comme exceptionnelle, préoccupante et sérieuse. Il prend cela comme un message et un présage. Il convoque alors tout son peuple pour qu'il vienne prendre connaissance de la mésaventure du poisson chanteur. Comme par hasard, c'est en ce moment que le poisson devient aphone (Cf. supra). Et le roi comprend que cela signifie qu'un vrai secret ne peut être connu de tous. Ce qui signifie, à tout prendre, que ce secret lui avait été donc adressé. Et c'est sans doute cette même sagesse qui a fait qu'il a envoyé MABO, son griot, seul avec le poisson pour que le griot aille le jeter au fleuve. Ce faisant, on peut donc supposer que le roi s'attendait à ce que d'autres messages importants lui soient encore adressés par le biais de son griot.

Du tête-à-tête entre les deux griots

La scène la plus pathétique et la plus importante de toute cette histoire se joue dans ce tête-à-tête entre Konko-le Silure chantant et MABO-le griot du roi. En effet, c'est une fois relâché dans le fleuve que Konko livre en fait son plus grand message. Cela se fait sans intermédiaire et entre collègues griots.

Pour comprendre la moralité de l'histoire, il convient sans doute de souligner que dans les cours des rois Africains, le griot a pratiquement joué un rôle semblable à celui qu'a joué en Europe le fou du roi. Il était la mémoire vivante de la cour. Il devait retenir par cœur les noms des différents souverains, les périodes de règne et les faits les plus marquants de ces règnes.

Puisqu'il voyait tout, il entendait tout et côtoyait tout le monde, le griot avait l'avantage de dire très clairement certaines grandes vérités mais de façon romancée et ludique. C'est ainsi qu'il est dit dans le texte qu'on ne pouvait pas tuer un chanteur. Le griot jouait donc le rôle d'une soupape sociale. Ce qui le rendait non seulement indispensable mais aussi intouchable.

Le message principal de Konko est :

Méfie-toi surtout
Des mauvais prêteurs.
Ils t'offrent leurs services inutiles
Mais ils te dépouillent
Quand tu es dans le besoin.

Il s'agit là d'un message personnel, d'une confidence faite de griot à griot. Ce message est d'autant plus important qu'il est destiné, comme on peut l'imaginer, en dernier ressort au roi, compte tenu du rôle que joue MABO : celui qui dit des vérités graves aux grands de ce monde. Tel qu'il est formulé, ce message a donc un double destinataire. Le premier destinataire étant MABO lui-même, la mémoire de la cour et de la nation ; et en second lieu, le

destinataire en est le roi, premier responsable et protecteur de la nation.

Pour autant que ce message soit individuel, nous pouvons dire qu'il concerne alors chacun d'entre nous. Et par les temps qui courent, nous devons reconnaître que ce conseil est d'actualité. Car, en effet, depuis quelques décennies, l'Occident connaît un boom économique sans précédent dans l'histoire. Dans le système monétaire international, l'*Euro* et la *Livre sterling* sont les monnaies les plus fortes du monde actuel. On constate curieusement que c'est durant ce temps d'abondance (Cf. supra) que les institutions prêteuses se multiplient : banques, grandes surfaces, institutions financières de prêt classique, etc. Cela fait que la tentation est partout et quand on ne fait pas très attention, on tombe très vite dans un engrenage de surendettement. S'en sortir devient alors une vraie gageure. En Belgique, par exemple, ce phénomène a tellement pris de l'ampleur que chaque Centre Public d'Aide Sociale est pratiquement obligé de créer en son sein une cellule de médiation de dettes.

En ce qui concerne les États, on doit reconnaître que la façon de voir le prêt qui est décrite dans ce conte s'applique très particulièrement aux pays pauvres. En effet, le livre de BIRAGO DIOP "Contes et Laves" a été édité en 1963, soit 3 ans après l'indépendance du Sénégal et la nomination de l'auteur comme ambassadeur de son pays à Tunis. Une année après cette édition (1964), le livre a obtenu le grand prix de l'Afrique Noire. D'après ce qui est écrit dans le conte "Le poisson grappilleur", la confidence principale n'est révélée qu'au griot de la cour. Celui-ci, de par ses fonctions et par les privilèges qu'il jouit auprès du roi, a la lourde tâche de transmettre le message à qui de droit. Et cela à l'insu du grand public. Ce texte a certainement un lien avec la carrière diplomatique de l'auteur. Il y a lieu de se demander s'il avait été compris à l'époque (à la cour de Dakar). Car comme chacun le sait, cette problématique s'est encore

aggravée dans les relations de coopération au développement.

Conclusion

En guise de conclusion à cet écrit, disons que Konko-le Silure, poisson nu et moustachu, vivait tranquille au fond de son marigot jusqu'à ce qu'un débordement dû à des pluies diluviennes vienne troubler sa façon de vivre habituelle. Comme par hasard, c'est en ce moment d'abondances que Volo-la Perdrix vient l'inviter à un déjeuner : aller grappiller dans des champs environnants. Il l'accepte. Mais il fait remarquer qu'il ne possède pas l'équipement pouvant lui permettre un tel déplacement. Volo comble ce manque en lui prêtant le nécessaire. Une fois dans les champs, un danger survient (l'arrivée du cultivateur). Volo exige alors que tout ce qui a été prêté soit remboursé rapidement. Konko ne sera sauvé de ce mauvais pas que grâce

à un concours de circonstances. De sa mésaventure, il tire alors comme leçon : ce que nous croyons être indispensable pour notre bonheur ne l'est pas nécessairement ; et il est important de se méfier de ceux qui nous prêtent leur superflu quand nous n'en avons pas besoin et en exigent le remboursement dès que nous commençons justement à en avoir besoin. Peut-on trouver une meilleure définition du phénomène d'éléphants blancs et une dénonciation plus avertie de la problématique de dettes colossales qui hypothèquent le développement des pays du Tiers Monde ?

Pour clore notre propos, qu'il nous soit permis d'ajouter ceci : si on arrive au bonheur par la sagesse et si le conte "Le poisson grappilleur" en est l'un des véhicules, puissent ceux qui en humeront l'essence atteindre vraiment le nirvana !

Dr BWANGA wa MBENGA NYOLI BOKO

PERSPECTIVES ET POLITIQUE

Justification, importance, portée et enjeux du Prix Félix MOUMIÉ pour le développement du Cameroun et de l'Afrique

Introduction

A lors que le 21^{ème} siècle est celui de l'émergence de nombreux pays asiatiques et latino-américains accusant il y a quelques temps un retard en matière de développement, le cas de l'Afrique subsaharienne reste très préoccupant.

Sur le plan économique, sa part dans le commerce international est sans cesse décroissante (moins de 1% en 2007), son revenu par tête décline. Ses structures productives sont toujours dépendantes de quelques cultures de rente à faibles élasticités-prix de la demande. Elle reste largement tributaire de l'aide

internationale et des importations occidentales.

Sur le plan social, le niveau de vie dans plusieurs pays est inférieur à ce qu'il était dans les années soixante. L'accès aux biens et services essentiels (eau, logement, éducation, santé, électricité...) ne s'améliore pas (LAPEYRE, AMOUGOU et NGALAMULEME, 2007). On observe une reproduction contemporaine des hégémonies et des dominations sociales issues de la période coloniale.

Sur le plan politique, le processus démocratique n'avance pas. La libéralisation du champ politique reste purement formelle et se limite aux

ajustements constitutionnels ayant principalement pour but de prolonger les mandats politiques de chefs d'États issus majoritairement d'anciens partis uniques (AMOUGOU et NGO NYEMB, 2005). La démocratie ne se transforme pas en un moyen d'action permettant aux populations d'améliorer leur bien-être quotidien. On assiste, soit à des transmissions héréditaires du pouvoir (RD Congo, Togo), soit à sa confiscation depuis plus de quarante ans par des réseaux jadis parrainés par les anciennes puissances coloniales (Gabon, Cameroun, Togo...). L'absence d'alternance au pouvoir transforme la violence en un moyen de conquête du pouvoir. Aussi, de 1970 et 1989, 72 % des gouvernants ont quitté leurs postes dans des circonstances violentes (DELPECH, 2005).

De jeunes africains ne rêvant plus leur vie chez eux à cause d'un chômage et d'une pauvreté endémiques, prennent le chemin de l'immigration où ils se retrouvent très souvent dans des situations précaires (réfugiés politiques, camps de rétention, sans papiers, esclaves modernes, expulsions musclées.....) alors que les équipes au pouvoir dans leurs pays vivent dans une richesse insolente. Qui plus est, de nombreux intellectuels ont démissionné de leur fonction critique et de questionnement des régimes illégitimes et incompetents, pour devenir des accompagnateurs et des griots de ceux-ci. Ils ne sont plus "l'intelligentsia-éclairée-guide des masses".

Ceci dit, la pauvreté généralisée, le non respect des droits de l'homme, la corruption, le favoritisme, le clientélisme politique, le tribalisme, les conflits ethniques, la privatisation des biens publics et plusieurs injustices sont toujours en vigueur dans de nombreux pays subsahariens. Tous ces problèmes constituent autant de blocages d'un développement à la recherche duquel se trouve toujours cette partie du monde. Le Cameroun, terre de naissance de Félix MOUMIÉ ne fait pas exception à cette règle. Considéré aux lendemains des indépendances comme un des espoirs les

plus sûrs du continent noir, ce pays est parti de son statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays pauvre très endetté (PPTE) alors qu'il avait le même revenu par tête que la Corée du Sud dans les années quatre-vingt. Un tel constat de régression d'un continent pétri de richesses de toutes natures, mérite que les générations actuelles d'Africains réfléchissent sur les paramètres qui en sont à l'origine et y remédient.

Étant donné qu'en dehors de certains facteurs exogènes (détérioration des termes de l'échange, dette...), tous ces maux sont fondamentalement le résultat de *la mal gouvernance* érigée en règle par des dirigeants africains, le CODE (Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques des Camerounais de la Diaspora) refuse de croire à la fatalité et de sombrer dans l'afro-pessimisme. Conscient du fait que l'énorme gâchis actuel est le fait d'hommes d'État corrompus et non préoccupés par l'intérêt général, le CODE pense qu'il peut être stoppé par *une bonne gouvernance* permettant à l'Afrique noire en général, et au Cameroun en particulier, de repartir sur des bases saines favorables au développement. Cela consiste à placer le respect des droits de l'homme, l'alternance au pouvoir, la dénonciation des pouvoirs illégitimes et oppresseurs, l'éducation des citoyens au respect de la chose publique, la lutte contre les injustices et toutes les formes de malversations au centre d'un combat politique dont le rôle est de mobiliser et de redonner l'espoir aux populations par des projets de société innovants et crédibles. Pour ce faire, le CODE pense que l'imaginaire collectif subsaharien a besoin de références locales, de figures historiques, de leaders charismatiques pouvant servir de modèles comportementaux et capables de faire des émules au sein des générations futures. Le Camerounais Félix MOUMIÉ étant de cette trempe, le CODE compte faire de ce prix une récompense et une reconnaissance pour tout Africain qui, quel que soit son domaine d'activité, se fera remarquer par son engagement réel,

franc, effectif et cohérent pour mettre fin à *la mal gouvernance* dans toutes ses formes en Afrique subsaharienne.

Ce texte se poursuit en trois points : une présentation de la vie, de l'actualité des combats et des valeurs politiques de Félix MOUMIÉ ; une analyse de quelques apports fondamentaux d'un tel prix pour le développement de l'Afrique et une conclusion.

Félix MOUMIÉ : combats et valeurs politiques d'une extrême actualité

Quelques grandes articulations de la trajectoire politique de Félix MOUMIÉ

- 1947 : Félix MOUMIÉ commence sa carrière de fonctionnaire à 21 ans comme médecin chef dans la localité de Lolodorf au Cameroun où il rencontre sa femme Marthe EKEMEYONG.
- Décembre 1954 : affectation de Félix MOUMIÉ à Douala, ancien fief de l'UPC (Union des Populations du Cameroun) où il travaille comme chirurgien à l'hôpital la Laquintinie. Il poursuit son militantisme politique malgré l'étroite surveillance et la répression multiforme du pouvoir colonial.
- 29 décembre 1954 : Roland PRÉ, haut commissaire colonial, arrive au Cameroun. Il a pour fonction principale "de sauver la civilisation" en écrasant par tous les moyens le mouvement indépendantiste et nationaliste camerounais et ses leaders dont Félix MOUMIÉ est déjà une figure influente.
- Du 22 au 30 mai 1955 : c'est le "blitz" : la semaine sanglante de Douala. Le siège de l'UPC est saccagé et réduit en cendres. Plusieurs responsables surpris chez eux sont arrêtés alors que ceux qui sont en fuite comme MOUMIÉ font l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par le Haut commissariat au Cameroun francophone.
- 13 juillet 1955 : décret interdisant l'UPC et début de la clandestinité pour Félix MOUMIÉ.
- 1957 : Félix MOUMIÉ s'enfuit du Cameroun et arrive en Guinée Conakry où il trouve asile chez SÉKOU TOURÉ, militant panafricain et combattant anticolonialiste. Il installe trois bureaux de son mouvement en Égypte, au Ghana et en Guinée.
- 13 septembre 1958 : assassinat d'UM NYOBÉ dans la forêt de Boumnyebel, en pays Bassa au Cameroun. Félix MOUMIÉ prend les rênes du mouvement nationaliste camerounais dont il devient le président.
- C'est d'Accra au Ghana que Félix MOUMIÉ est parti pour son dernier voyage en Suisse, à Genève.
- 3 novembre 1960 : assassinat de Félix MOUMIÉ à Genève par un empoisonnement au thallium orchestré par les services secrets français⁷.

Combats et valeurs politiques d'une actualité brûlante

Médecin de formation, Félix MOUMIÉ intègre très jeune un mouvement politique populaire (Union des Populations du Cameroun) dont il deviendra le président au lendemain des indépendances en 1960 après l'assassinat d'UM NYOBÉ en 1958 par le réseau répressif et criminel franco-camerounais. L'objectif central de ce mouvement est de contester le caractère répressif, anti-démocratique, raciste et illégitime du pouvoir politique de l'État colonial. Le faire dans une situation coloniale par essence déclassifiante, condescendante et dominante par rapport aux populations locales, est déjà le signe d'une grande détermination et d'une conviction sans failles chez MOUMIÉ. En effet, défendre ses idéaux que sont le patriotisme, l'unité, le respect, la justice, l'autonomie, l'indépendance des populations

⁷ Ceci justifie d'ailleurs le fait que le prix soit remis à Genève. La périodicité de ce prix sera précisée par le CODE après la première édition en novembre prochain.

camerounaise et africaines (EYINGA, 1991), consiste déjà à surveiller le pouvoir colonial en place, à questionner sa légitimité éthique, à le dénoncer pour donner de l'information aux Africains afin de mettre à l'épreuve sa compétence dans tous les domaines. C'est cette attitude permanente, à la fois pré-multipartiste et post-multipartiste, la fonction centrale d'une opposition et de la société civile : c'est "la contre-démocratie" (ROSANVALLON, 2006).

Considérant, d'après ROBESPIERRE, que "la défiance est la meilleure gardienne des droits du peuple", la contre-démocratie dont parle ROSANVALLON et que pratiqua Félix MOUMIÉ n'est pas de l'anti-démocratie, mais l'ensemble de pratiques de surveillance, d'empêchement et de jugement au travers desquelles la société exerce des pouvoirs de correction, de pression et de déclassement d'un pouvoir illégitime. Avoir fait ce travail pendant le règne sans partage du pouvoir colonial en Afrique ; avoir été cohérent dans son combat jusqu'à être assassiné par les réseaux postcoloniaux, font de MOUMIÉ l'un des grands africains initiateurs du processus démocratique subsaharien. Son combat a en effet consisté à construire la permanence d'une souveraineté sociale négative en transformant le peuple africain en "électeur", "surveillant" et "veto" par rapport à des pouvoirs coloniaux illégitimes, injustes et tortionnaires⁸.

Il va sans dire que l'image que donne le continent africain au 21^{ème} siècle atteste de l'actualité brûlante du combat de Félix MOUMIÉ. Que combattait MOUMIÉ si ce n'est les dictatures, les oppressions, les injustices, la corruption, la mal gouvernance multiforme, les

⁸ Pour avoir une idée de l'ampleur des atrocités commises par les pouvoirs coloniaux sur les mouvements de libération en Afrique et en Asie, lire JACQUES VERGES, *Que mes guerres étaient belles !* Édition du Rocher, 2007. Le premier chapitre de ce livre commence d'ailleurs par un témoignage émouvant du célèbre avocat sur l'assassinat de Félix MOUMIÉ.

fausses indépendances, la confiscation du pouvoir et des régimes africains dépendants toujours des réseaux post-coloniaux ? Autant de pratiques et de réalités qui sont encore le lot quotidien des Africains contemporains dont le développement est ainsi bloqué. Une telle situation nécessite *des symboles relayeurs* du combat de MOUMIÉ. Ce prix peut être un catalyseur d'attitudes favorables au développement de l'Afrique car l'histoire n'est pas seulement l'arrière fond qui éclaire les actes des peuples, mais aussi le laboratoire en activité de leur présent à partir duquel ils construisent le futur.

Les différents apports du prix Félix MOUMIÉ pour le développement de l'Afrique

L'analyse profonde du combat politique de Félix MOUMIÉ montre qu'il était en avance sur son temps. En ayant pour but de grouper et d'unir les Camerounais et les Africains en vue de permettre une évolution plus rapide des populations et l'élévation de leurs standards de vie (statut de l'UPC, 1952), le mouvement dont il deviendra le président posait déjà, en situation coloniale, l'essentiel de ce qu'on entend par développement. C'est à dire, l'amélioration des conditions de vie des populations. Son souci d'unir les Africains préfigurait déjà la mondialisation actuelle où les pays ne peuvent mieux se défendre et imposer leurs intérêts (identités et priorités organisationnelles) qu'à l'intérieur de grands ensembles (UA, UE, ASEAN, MERCOSUR...). Le prix MOUMIÉ est en conséquence d'un apport multiforme sur le plan du développement de l'Afrique.

Le prix Félix MOUMIÉ ou la mémoire et le symbolique au service du développement

Le prix MOUMIÉ a un *effet-mémoire* indéniable pour les populations camerounaises en particulier et africaines en général. Cet *effet-mémoire* n'a pas pour but de permettre aux générations futures

d'être revanchardes par rapport aux anciennes puissances coloniales. C'est plutôt *un instrument politique* permettant à celles-ci d'être vigilantes afin que des atrocités semblables à celles qu'a subies MOUMIÉ ne se répètent plus dans les régimes actuels sur des populations et des leaders africains.

Le prix MOUMIÉ permettra en effet aux jeunes Africains de ne pas négliger leur histoire politico-culturelle et économique qui reste ce qui fonde leur identité et explique en grande partie le mode d'intégration internationale actuel de l'Afrique et les différentes conséquences qui en résultent. C'est précisément à travers les articulations de l'histoire qu'on comprend mieux les grandes réalités actuelles du continent et les solutions qu'on peut y apporter sur tous les plans. Ce rôle de l'histoire est fondamental, non pour se situer dans "une dictature du passé" (TOWA, 1983), mais parce que l'histoire est *un capital social* qui ouvre au monde contrairement à la généalogie qui oriente vers des liens de sang et de familles parfois à l'origine des guerres ethniques et des comportements racistes. Le rapport de l'homme aux multiples temporalités de sa société se construit donc par un face-à-face permanent avec son passé, à telle enseigne que l'Afrique ne peut être qu'un mélange entre celui-ci et les innovations présentes.

Ceci dit, en réincarnant le *leader-guide et modèle* que fut MOUMIÉ sur le plan de la cohérence de son action, de la conviction sans faille à ses idéaux de paix, de liberté, d'autonomie, de justice et de développement, le prix MOUMIÉ devient *un régulateur symbolique* non seulement parce qu'il possède une valeur et une légitimité éthique et morale qui irradie les générations présentes, mais aussi parce que ceux qui en seront les récipiendaires seront ceux-là qui auraient traduit en actes les attitudes et les comportements dont il est le promoteur. C'est donc un prix qui est *un opérateur symbolique* dans la mesure où il produit un imaginaire collectif et donne du sens aux Africains. Il réactualise le rêve africain

d'émancipation. C'est aussi *un opérateur d'action* en ce sens qu'il transforme cet imaginaire collectif en pratiques réelles de ceux des Africains qui le recevront. Le symbolique et l'action que véhicule le prix MOUMIÉ se rejoignent ainsi pour donner naissance tant à la bonne gouvernance qu'à des vocations chez de jeunes Africains qu'ils soient mystiques, militants, sportifs, musiciens, chefs d'entreprises ou politiciens. L'Afrique a besoin de citoyens idéalistes, passionnés, vivant dans l'engagement, l'action, tournés vers l'avenir et ne connaissant aucun doute. Le prix MOUMIÉ est ainsi un moteur de changement car rien dans ce monde ne s'est fait sans de telles attitudes. Une offre politique innovante pour le Cameroun et l'Afrique passe par la promotion d'un cadre de vie faisant naître de tels citoyens.

Les rêves africains que réincarne ce prix au même titre que ceux d'autres leaders de son mouvement tel UM NYOBÉ (MBEMBE, 1991), sont des pourvoyeurs d'idées pour les cadres politiques, économiques, mentaux et culturels des sociétés africaines. Il n'est en effet pas possible de comprendre comment les sociétés s'instituent et se recomposent dans le temps long de l'histoire sans connaître leurs grandes représentations collectives et l'impact de celles-ci sur toutes leurs structures quotidiennes (CASTORIADIS, 2007).

Les rêves africains que réactualise le prix MOUMIÉ sont donc des forces d'activation de l'imaginaire créateur des Africains dans la recherche de sens et de solutions à leurs problèmes contemporains. Servant de catalyseur pour des actions positives, "la disproportion entre la théorie et la pratique, l'institué et le vécu, le conçu et l'éprouvé" que Fabien EBOUSSI-BOULAGA (1977) déplore chez de nombreux Africains peut trouver un remède à travers ce prix. D'où sa valeur ajoutée car l'assouplissement des nations ou leur déclin vient toujours d'un décalage entre les discours et les réalités.

Le prix Félix MOUMIÉ ou la réappropriation de l'histoire, du processus de développement et de l'idéal démocratique africains

Le processus de développement et ses multiples composantes restent mystérieux et nébuleux aux yeux de nombreux Africains. Cette situation est due à plusieurs raisons. Premièrement, une pensée philosophique raciste et condescendante a jadis déclaré l'Afrique "sans histoire". Elle l'a racontée et analysée exclusivement par rapport au référentiel occidental et non par rapport à elle-même. Deuxièmement, le processus de développement est analysé en prenant pour unique référence les dynamiques des sociétés occidentales et leurs grands acteurs qui deviennent ainsi des exemples et les seuls chemins à suivre pour bien vivre.

Troisièmement, la modernisation politique et culturelle africaine est généralement saisie comme la conséquence des conditionnalités démocratiques des ajustements structurels ou du discours de La Baule de François MITTERRAND de 1990 conditionnant l'aide à l'ouverture démocratique. Autrement dit, l'histoire, le développement économique et la démocratie seraient des choses qui viennent d'ailleurs. L'Afrique et l'Africain dont elles ne figurent pas dans la *programmation génétique et culturelle* tenteraient en vain d'en faire une imitation. Il en est de même du développement durable où l'Afrique devient *une preneuse de leçons* alors que ses ancêtres, par des techniques appropriées comme la jachère, la conception anthropocentrique et non anthropocentrique de la faune et de la flore, ont toujours vécu en harmonie avec leur environnement.

Ceci dit, alors que Cheikh HAMIDOU KANE (1961) avait déjà démontré dans *l'aventure ambiguë* que toute vérité est provisoire tant que la vie sur terre continue, certains comme Francis FUKUYAMA (1992) ont voulu institutionnaliser cette *servitude*

intellectuelle en parlant de la fin de l'histoire avec la chute du bloc de l'Est consacrant le triomphe de l'économie de marché et des démocraties occidentales. Il s'agit là d'approches infantilisantes, néocoloniales et occidentalocentristes de l'histoire, du processus de développement et de l'idéal démocratique. Des relents "de mission civilisatrice" où l'Afrique devait se taire et écouter ce que lui disait "Dieu" (les Puissances coloniales), dominant consciemment ou inconsciemment de tels discours qui transforment certaines universités africaines en instruments de reproduction du modèle occidental (AMOUGOU, 2004) "où se débattent des États dans un imbroglio scolaire sans racines dans le passé, sans prise sur le présent, sans horizon pour l'avenir" (MVENG, 1992). Le prix Félix MOUMIÉ peut y remédier à plusieurs titres.

Primo, la réappropriation de l'histoire par l'Afrique et les Africains consiste à cesser de se penser et se voir à travers la culture, les yeux, les catégories et les actions des acteurs d'ailleurs. La réincarnation de l'œuvre historique de Félix MOUMIÉ par un prix participe de cette appropriation et de cette reconsidération du passé africain par le fait qu'elle *décentre l'histoire occidentale dans la lecture et la compréhension de l'Afrique contemporaine*. En plaçant au devant de la scène un acteur historique africain, ce prix permet aux Africains, non seulement de prendre conscience de leur statut d'acteurs sources de sens et de stratégies dans la construction du monde et de leurs pays, mais aussi de promouvoir les structures et les acteurs endogènes doués d'une capacité d'action et d'émergence autonomes. Le prix MOUMIÉ permet d'échapper à "l'annihilation anthropologique" entraînée par la colonisation et l'esclavage et qui dépouille l'homme africain de ses attributs humains pour l'instrumentaliser et le chosifier (MVENG, 1992). C'est un prix qui contribue à redonner voix aux "sans voix" de l'histoire coloniale comme le fait *la pensée postcoloniale* (MBEMBE, 2006) et permet à l'Afrique d'être (co)créatrice d'un monde commun.

Secundo, le combat de Félix MOUMIÉ pour l'amélioration des standards de vie des Africains, leur autonomie et leur indépendance constitue une preuve que le processus de développement n'est pas seulement une préoccupation occidentale, mais un fait social propre à tout peuple. Aussi, ce prix démystifie le processus de développement aux yeux des Africains. Ils peuvent dès lors l'entreprendre comme l'a fait MOUMIÉ alors qu'il crouissait sous le joug colonial. Il est la preuve que l'Afrique et les Africains ont en eux-mêmes et dans leurs sociétés des forces endogènes et autonomes de transformation sociale améliorative. En conséquence, le prix MOUMIÉ met non seulement en garde par rapport à ceux qui prétendent savoir "ce qui devrait être" en négligeant "ce qui est" (EBOUSSI-BOULAGA, 2006), mais aussi recommande aux Africains de se méfier des solutions toutes faites données aux problèmes de leur continent par "ceux qui savent et indiquent le chemin à suivre" (ELA, 1997).

Tertio, le décentrage de l'histoire occidentale dans la lecture de l'Afrique montre que la liberté est bel et bien une préoccupation et une valeur africaine contrairement à ceux qui promouvaient les dictatures aux lendemains des indépendances et qui prétendaient le contraire. Félix MOUMIÉ ayant en effet lutté toute sa vie jusqu'à ce que mort s'en suive pour le triomphe des idéaux démocratiques que sont la liberté, l'autonomie et l'équité, le processus démocratique camerounais et africain ne commence pas dans les années nonante avec l'ajustement structurel et le discours de MITTERRAND, mais bien à la période coloniale où des Africains ont résisté et combattu corps et âmes l'inique pouvoir colonial. Ce prix permet donc une réappropriation africaine du processus démocratique. Il permet d'éduquer le peuple à "la contre-démocratie" tout en rappelant que le chemin vers les démocraties africaines est pavé de corps de démocrates africains tués par "la mission civilisatrice". C'est pourquoi le

CODE partage avec Émile DURKHEIM (1950) "qu'un peuple est d'autant plus démocratique que la délibération, que les réflexions, que l'esprit critique joue un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques. Il l'est d'autant moins que l'inconscience, les habitudes inavouées, les sentiments obscurs, les préjugés en un mot soustraits à l'examen, y sont au contraire prépondérants".

Le prix Félix MOUMIÉ ou le rôle central du politique dans la résolution des problèmes des citoyens africains

L'un des grands objectifs du modèle de développement néolibéral actuel est non seulement de mettre fin à des façons alternatives de voir, de concevoir et d'organiser le monde (la fin de l'histoire), mais aussi de déclasser le politique pour mettre l'économie au centre de tout. C'est pourquoi le concept de *développement*, plus politique, est de plus en plus remplacé dans plusieurs revues et études, par celui d'*émergence* plus économique car standardisant les comportements, et linéarisant les dynamiques sociétales à travers le monde (AMOUGOU, 2007). Et pourtant, il est certain que le politique, au sens de mode de régulation d'un espace social instable et conflictuel dont on veut assurer la pérennisation, a toujours été et reste au centre de tout projet de développement. C'est lui qui autorise l'économie au sens où il met en place le cadre institutionnel encadrant toutes les activités qui en découlent.

Ceci dit, les rapports économiques Nord-Sud, la construction de l'unité africaine pour faire face à la mondialisation et imposer ses points de vue, le non-alignement à (re)symboliser par des prises de position particulières sur les problèmes palestiniens, la sécurité mondiale, les soins de santé, l'endettement international et le développement, sont autant de domaines où le politique reste fondamental. MOUMIÉ ayant été un acteur prioritairement politique, le prix qui porte son nom a aussi pour ambition de

redonner ses lettres de noblesses au champ politique car c'est l'usage qu'on fait du pouvoir qui détermine généralement les conséquences positives ou négatives qui en découlent sur les sociétés. En conséquence, ce prix promeut des *offres politiques innovantes* pouvant permettre aux Africains et à l'Afrique de mettre fin aux dictatures politiques néocoloniales et à leurs réseaux internationaux, d'éduquer les populations à "la contre-démocratie" et de construire une nouvelle éthique et de nouvelles légitimités démocratiques dans l'acquisition et l'exercice du pouvoir. Il n'y a en effet rien de plus dangereux qu'une dégénérescence institutionnelle (déconsidération populaire du vote par exemple), venant du fait que les populations africaines n'ont plus confiance en leurs leaders et aux institutions qu'ils incarnent. Le prix MOUMIÉ veut contribuer à redonner leur pouvoir instituant aux institutions camerounaises et africaines de façon à ce que le peuple sente qu'elles sont à son service et non au service de potentats dont la confiscation du pouvoir est prioritaire au bien-être de leurs peuples.

Conclusion

Dans l'histoire des pays, il est des générations qui reçoivent plus qu'elles ne

peuvent donner et d'autres qui ont la charge de régénérer la nation épuisée. Héritière d'un gâchis sans précédent, la génération actuelle a un lourd fardeau : donner au Cameroun et à l'Afrique les moyens de poursuivre leurs chemins vers la prospérité. Les boulets et les chaînes qui ralentissent et plombent la marche du Cameroun et de l'Afrique sont à la fois endogènes et exogènes et semblent s'être aggravés avec les indépendances. Ceci provient du fait que le pouvoir politique encore tenu et dominé en Afrique par les réseaux d'élites cooptés par les anciennes puissances coloniales, s'allie à l'ivresse du pouvoir de leaders africains incompetents, sans envergure, sans scrupules et gardant le statut d'indigènes au pouvoir. C'est tout ce système autorégressif et délétère que combat le CODE à travers des propositions comme le prix Félix MOUMIÉ. Car, comme le disait le père MVENG en 1992, "la condition nécessaire à tout développement en Afrique doit commencer par la **LIBERATION** et la **REHABILITATION** de l'homme dans sa dignité et ses droits fondamentaux. Alors tout le reste lui sera donné de surcroît."

Thierry AMOUGOU
UCL, Belgique

Bibliographie

- AMOUGOU Thierry, 2004, L'université africaine face à la globalisation. Lieu de construction d'un savoir endogène ou instrument de reproduction du modèle occidental ?, L'offensive des marchés sur l'université, Paris, L'Harmattan, pp.101-127.
- AMOUGOU Thierry & NGO NYEMB Martine, 2005, A quoi sert la Constitution en Afrique subsaharienne ?, L'Africain, n°221, pp. 21-26.
- AMOUGOU THIERRY, 2007, De la territorialité politique à la territorialité concurrentielle dans les politiques et les pratiques de développement (1945-2000) : quelques aspects Nord-Sud, Document de travail n°27, Sped, UCL.
- CASTORIADIS Cornelius, 2007, L'imaginaire au fondement des sociétés, Sciences Humaines, n°195, août-septembre, pp.60-65.
- CHEIKH HAMIDOU KANE, 1961, L'aventure ambiguë, Paris, Julliard.
- DELPECH Thérèse, 2005, L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXI^{ème} siècle, Paris, Grasset.
- DURKHEIM Émile, 1950, Leçons de sociologie: physique des moeurs et du droit, PUF.
- EBOUSSI-BOULAGA Fabien, 1977, La crise du Muntu, Paris, Présence africaine.
- EBOUSSI-BOULAGA Fabien, 2006, Penser africain : raison, identité et liberté, Esprit, n° 330, décembre, pp. 106-116.

- ELA Jean-Marc, 1977, L'avenir de l'Afrique : enjeux théoriques, stratégiques et politiques, Alternatives Sud, vol. IV (1997), 1, Paris, L'Harmattan, pp.101-120.
- ELA Jean-Marc, 1980, Le cri de l'homme africain, Paris, l'Harmattan.
- EYINGA Abel, 1991, l'U.P.C, une révolution manquée ?, Paris, Éditions Chaka.
- FUKUYAMA Francis, 1992, La Fin de l'histoire et le dernier homme, Paris, Flammarion.
- LAPEYRE Frédéric, AMOUGOU Thierry & NGALAMULEME Grégoire 2007, Guide and dossier for Boosting the Capabilities of ACP Trade Union in the Economic Partnership Agreements, ACP/UE.
- MBEMBE Achille, 1991, Domaines de la Nuit et Autorité onirique dans les Maquis du Sud-Cameroun (1955-1958), The Journal Of African History, vol.32, n°1(1991), pp.89-121.
- MBEMBE Achille, 2006, Qu'est ce que la pensée postcoloniale ?, Esprit, n°330, décembre, pp. 117-133.
- MVENG Engelbert, 1992, Paupérisation et développement en Afrique, Terroirs, in [http : www.revue.terroirs.net/paudev.htm](http://www.revue.terroirs.net/paudev.htm), consulté le 3/8/2007.
- ROSANVALLON Pierre, 2006, La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance, Paris, Seuil.
- TELEFILM sur l'assassinat de MOUMIÉ.
- TOWA Marcien, 1983, La poésie de la négritude. Approche structurale, Sherbrooke, Naaman.
- VERGES Jacques, 2007, Que mes guerres étaient belles ! France, éditions du ROCHER.



THÈSES DE DOCTORAT DÉFENDUES PAR DES AFRICAINS OU CONCERNANT L'AFRIQUE (LXIII)

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES (X)⁹

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

- LUKUITSHI-LUA-NKOMBE Albert Malaika : "Essai sur le système financier de la République Démocratique du Congo : une contribution à l'amélioration de la supervision bancaire". 16/09/2005. Promoteur : Professeur André FARBER
- RUBBERS Benjamin : "Congo casino: le monde social du capitalisme européen au Katanga (RDC)". 07/03/2006. Promoteur : Professeur Pierre PETIT

FACULTÉ DES SCIENCES PSYCHOLOGIQUES ET DE L'ÉDUCATION

- SEBUHORO Célestin : "Quête de l'identité chez l'adolescent rwandais rescapé du génocide : approche développementale et différentielle". 2005. Promoteur : Professeur Francine GILLOT-DE VRIES

ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE

- LUTUMBA Pascal : "Contribution à la prise des décisions stratégiques dans le contrôle de la trypanosomiase humaine africaine". 29/11/2005. Promoteur : Professeur Bruno DUJARDIN
- OUENDO Edgard-Marius D. "Indigence et soins de santé primaires en République du Bénin : approche de solutions au problème d'identification des indigents dans les formations sanitaires publiques". 18/05/2005. Promoteur : Professeur Bruno DUJARDIN

- PARENT Florence : "Déterminants éducationnels et facteurs favorables à une meilleure adéquation entre formation et compétences attendues des professionnels de la santé dans les organisations de santé en Afrique : étude sur la gestion et le

⁹ La 9^{ème} série a paru dans "L'Africain" n° 222 de décembre 2005-janvier 2006.

développement des ressources humaines en santé". 12/06/2006. Promoteur :
Professeur Danielle PIETTE

FACULTÉ DES SCIENCES

ASSI KAUDJHIS Joseph-Pierre : "Étude géographique de l'aquaculture en Afrique
subsaharienne : exemple de la Côte d'Ivoire". 2005. Promoteurs : Professeurs
Éléonore WOLFF et Guy HOUVENAGHEL

BIZURU Elias : "Étude de la flore et de la végétation des marais du Burundi". 2005.
Promoteur : Professeur Jean LEJOLY

MAHAMANE Ali : "Études floristique, phytosociologique et phytogéographique de
la végétation du Parc Régional du W du Niger". 2005. Promoteur : Professeur Jean
LEJOLY

SENTERRE Bruno : "Recherches méthodologiques pour la typologie de la
végétation et la phytogéographie des forêts denses d'Afrique tropicale". 2005.
Promoteur : Professeur Jean LEJOLY

UNIVERSITEIT GENT (XI)¹⁰

GÉOGRAPHIE

RUVIMBO GAMANYA Sibanda (Zimbabwe) : "Development of standardized
object oriented automatic classification (SOOAC). Method and application in land
use and land cover change detection using remote sensing in Central Zimbabwe".
03/07/2006. Promoteur : Professeur P. DE MAEYER

GÉOLOGIE

VAN ROY Peter (Belgique) : "Non trilobite arthropods from the Ordovician of
Morocco". 04/07/2006. Promoteur : Professeur J. VERNIERS

HISTOIRE

CASTRYCK Geert (Belgique) : "Moslims in Usumbura (1897-1962). Sociale
geschiedenis van de islamitische gemeenschappen van Usumbura in de koloniale
tijd". 07/07/2006. Promoteur : Professeur L. FRANÇOIS.

À TRAVERS LIVRES ET REVUES

Jean-Pierre François NIMY NZONGA, *Dictionnaire des immortels de la musique
congolaise moderne*. Louvain-la-Neuve, BRUYLANT-ACADEMIA s.a., 2007.
Préface de l'ancien Ministre (Congo-Brazzaville) Antoine NDINGA OBA ; postface
du Directeur d'AFRICALIA Belgique, M. Mirko POPOVITCH. 444 pages.

Voici un livre qui ne passera pas inaperçu pour tous ceux qui, amateurs de
musique ou non, s'intéressent à la richesse culturelle congolaise, en particulier à la
musique. Ce volume bien présenté permet en effet de (re)découvrir, parfois de
manière plus ou moins détaillée, les musiciens congolais, souvent connus
uniquement par leurs noms.

¹⁰ La 10^{ème} série a paru dans "L'Africain" n° 216 d'octobre – novembre 2004.

L'auteur a accompli un travail important de recherche pour offrir "... un espace où les artistes sont présentés, avec comme seuls critères le professionnalisme et l'ancrage en République démocratique du Congo. Des observations sur le parcours de l'artiste ainsi que ses chansons les plus significatives qui, de notre appréciation toute subjective, symbolisent son meilleur apport à la musique, occupent une place de choix dans l'ouvrage". (page 10).

On y trouvera donc des éléments biographiques, parfois accompagnés de photos de l'artiste. Il est à noter que l'auteur ne s'est pas limité au Congo Kinshasa. En effet, si le fleuve sépare les deux capitales des deux Congo, il y a longtemps que les artistes ont déjà établi les "ponts" sur les deux rives : musiciens kinois et brazzavillois communient ensemble dans leurs créativité artistiques qui ignorent les frontières.

Il faut donc rendre hommage à l'auteur qui a lui-même tâté de la musique et qui rend ainsi un grand service notamment à ceux qui se chargeront de construire le musée de la musique congolaise moderne. Comme il signale lui-même la possibilité d'une réédition revue et corrigée, on peut lui suggérer de reprendre dans l'index les surnoms de la plupart des musiciens, car ils sont souvent plus connus que les véritables noms. Il en est ainsi par exemple de KOFFI OLOMIDE (de son vrai nom AGBEPA MUMBA Antoine), de ROCHEREAU (TABU LEY Pascal Richard), de WERASSON (NGIAMA Makanda Noël), MBILIA BEL (MBOYO Moseka Marie-Claire), TSHALA MUANA Élisabeth (MUIDIKAY), etc.

M. H.

Le coin de l'internaute

Internet commence à faire partie du quotidien de tout un chacun. Il n'est plus réservé aux nantis et aux seuls experts en informatique. Nous saluons d'ailleurs tous les efforts des services publics pour que ce nouveau média puisse être accessible à tout le monde.

Ce média est tellement entré dans notre quotidien que l'on entend souvent dire "va sur internet, tu trouveras !", "il suffit d'aller chercher sur internet", "sur internet, on trouve tout". Il est peut être vrai que l'on puisse tout trouver sur internet, mais, vu la quantité des informations qui s'y trouvent, il est souvent difficile de tomber sur la bonne information, celle qui nous intéresse en premier lieu.

Dans le cadre de cette nouvelle rubrique de "L'Africain", nous essayerons de vous donner quelques indices pour trouver la meilleure information sur divers domaines. Nous n'avons pas de liste prédéfinie des domaines concernés. Ce sera la surprise du jour, le site du mois. Dans ce numéro, nous avons décidé de commencer par vous donner quelques sites où l'on peut trouver des informations sur l'actualité africaine.

Pour s'informer sur l'Afrique, je vous conseille le site www.africatime.com. C'est un site généraliste. Il présente une compilation de l'actualité africaine, pays par pays, domaine par domaine. Son information est relativement récente et j'ai souvent l'impression de lire en direct les dépêches de différentes agences de presse. De multiples références se trouvent également sur le site et vous permettront d'accéder par exemple aux sites officiels de différents pays africains. J'allais oublier que c'est un site en français.

Pour ceux qui comprennent l'anglais, je peux vous conseiller un site semblable au premier, qui donne aussi une mine d'information sur l'Afrique. Il s'agit de www.allafrica.com. Ce site semble plus réactif à l'actualité et certaines de ses dépêches se retrouveront plus tard sur le site www.africatime.com, traduites en français bien sûr. Dernièrement, j'ai découvert www.afriquenligne.com mais je ne l'ai pas encore parcouru pour vous donner plus de détails.

Voilà pour ce numéro, bonne navigation, et si vous découvrez d'autres trésors, n'hésitez pas à nous en faire part, nous les communiquerons à nos lecteurs.

Eustache NIYITUGABIRA

NOUVELLES FAMILIALES

Nous sommes heureux de vous faire part de la naissance :

- le 18 août 2007 à La Louvière, de Agnès BIANSTATU, au foyer de Arthur BIANSTATU et de Blandine ZIKAMONA, sœur de Joseph MPUATI (ancien de la FUCAM)
- le 23 septembre à Mons, de Liam NGO Raphaël, fils de Gaëtan CARDINAL et de Marie Afining NGOM

Nous leur souhaitons une vie heureuse dans leurs familles et dans leur communauté.

C'est avec un vif plaisir que nous vous annonçons le mariage :

- le 23 juin 2007 à Châtelet, de Frédéric NGOM avec Jessica GIACOMELLO
- le 14 juillet à Bruxelles, de Johnny MUKOKO BOPOPI avec Joséphine YASSAMBIA K.
- le 11 août en la Basilique du Sacré-Cœur de Koekelberg, de Théophile NDAHAYO avec Jeannine UMUTONI
- le 25 août en l'église Saint Paul à Uccle, de Jules César MUHIRWA avec Joséphine NYIRABAHUTU
- le 6 octobre en l'église Notre Dame Immaculée à Bruxelles, de Willy KAYINAMURA avec Kadi MAFOTO

Nous souhaitons aux nouveaux mariés une vie de bonheur et de prospérité dans leurs nouveaux chemins.

C'est avec regret que nous vous faisons part du décès :

- le 27 mai 2007 à Kigali, de Glycérie BUGENIMANA, à l'âge de 40 ans, petite sœur de Gervais MUHIRE, de Bruxelles
- le 7 juin à Anderlecht, de Maman Adel Poka PULULU
- le 7 juillet à Berchem-Sainte-Agathe, de Marie-Jeanne NOPPEN, à l'âge de 86 ans, ancienne directrice du lycée de Nyundo (Rwanda), pionnière dans l'accès de la femme rwandaise aux études scientifiques
- le 12 juillet à Bruxelles, de Victorine BONGOTO LEHEMA, à l'âge de 61 ans, veuve de Victor OKENGE

Ne soyons pas tristes de l'avoir perdu mais soyons reconnaissants de l'avoir eu. (Saint Augustin).

TABLE DES MATIÈRES "L'Africain" n°

Page		
1	Éditorial	E. van SEVENANT
ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT		
2	Les mutualités de santé au Sud Kivu	J. VARASSE
4	Introduction au forum social congolais	F. HOUTART
11- 12	PHOTOS	
13	Fondation Père EVERARD	
CULTURE ET SOCIÉTÉ		
15	Allocution à l'occasion du goûter-rencontre de Gembloux	F. NTEZIYAREMYE
16	Centenaire de l'Archidiocèse de Bukavu (1906-2006)	D. RUHAMANYI
19	Le prêt vu par BIRAGO DIOP	BWANGA wa MBENGA
PERSPECTIVES ET POLITIQUE		
24	Prix Félix MOUMIÉ	Th. AMOUGOU
32	Thèses de doctorat défendues par des Africains ou concernant l'Afrique : Université Libre de Bruxelles (X) ; Universiteit Gent (XI)	
À TRAVERS LIVRES ET REVUES		
33	J.P. F. NIMY NZONGA, Dictionnaire de la musique congolaise moderne	M.H.
34	Le coin de l'internaute	E. NIYITUGABIRA
35	Nouvelles familiales	
	Page 2 de la couverture : présentation de "L'Africain"	
	Page 3 de la couverture : mots croisés n° 241 et 242	Vincenzo SORETTI

"L'Africain" : éd. responsable : Eddy VAN SEVENANT, dir. du C.A.C.E.A.C. Asbl, Michel Hakizimana, secrétaire de rédaction, rue Léon Bernus 7, 6000 Charleroi, Tél. ++ 32 (0)71 31 31 86. Fax : ++ 32 (0)71 31 31 84 E-mail : caceac@swing.be
Comité de rédaction : Antwerpen : G. Muheme Bagalwa ; Bruxelles : Valérien Mudoy, Camille Tedanga Ipota ; Liège : J.C. Mputu ; Louvain-la-Neuve : Sabine Kakunga ; Namur : Tite Kubushishi, Eustache Niyitugabira.

Allemagne : Shungu M. Tundanonga-Dikunda, e-mail : Tunda.nonga@t-online.de
France : Anicet Mobe Fansiama, 18, rue des Peupliers, 18, appt 122, F-95100 Argenteuil.
RD Congo : Jean-Pierre Mbwebwa Kalala et François Budim'bani Yambu, FCK. B.P. 1534, Kinshasa.

ABONNEMENTS : **46^{ème} année** : année académique 2007/2008

abonnement ordinaire : Belgique : 15 €
Europe : 22 €
reste du monde : 25 €

abonnement de soutien : 25 €

payables au CCP 000-1178819-75 du C.A.C.E.A.C. Asbl, Charleroi (Belgique) ou par mandat postal international (si par chèque bancaire, ajouter les frais). Si paiement par virement à partir de l'étranger, utiliser les codes : IBAN BE05 0001 1788 1975 BIC BPOTBEB1

Les articles n'engagent que leurs auteurs.
Cette revue est publiée avec le soutien de la DGCD.